

**N° DP 24/825**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **SPORT - AVENANTS N°1 AUX CONVENTIONS DE MISE A DISPOSITION A TITRE GRATUIT DES EQUIPEMENTS SPORTIFS DU VELODROME TPM A HYERES-LES-PALMIERS AU BENEFICE DES ASSOCIATIONS, CLUBS SPORTIFS, ET COMITES - VALORISATION FINANCIERE DES LOCAUX - 2024/2025**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° 03/12/31/191 en date du 15 décembre 2003 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire du vélodrome d'Hyères-les-Palmiers,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du Conseil Métropolitain en date du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la délibération n° 24/06/147 du Conseil Métropolitain en date du 27 juin 2024 autorisant l'adoption de tarifs pour l'ensemble des équipements sportifs métropolitains,

**VU** la décision Président n° 24/617 du vendredi 5 juillet 2024 autorisant la mise à disposition à titre gracieux des installations du Vélodrome Toulon Provence Méditerranée à Hyères-les-Palmiers aux associations, clubs sportifs, établissements scolaires universitaires et collectivités,

**CONSIDERANT** que ces avenants ont pour objet de modifier la mise à disposition de ces associations sportives en mentionnant que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain du 27 juin 2024 et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017,

**CONSIDERANT** que la mise à disposition se fait à titre gratuit, pour la saison 2024/2025,

**CONSIDERANT** qu'il convient de formaliser cette modification de la mise à disposition d'origine par voie d'avenant,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** les projets d'avenants, ci-annexés, concernant les associations suivantes :

- Association TOKITSU RYU
- Association GYMNASTIQUE VOLONTAIRE CRAUROISE
- Association ASTRE
- Association HYERES YOGA
- Association BUDOKAN ZANSHIN
- Association BMX GHOSTRIDERS
- Association ASPTT HYERES
- Association VELO SPORT HYEROIS
- Association CLUB TRIATHLON
- Association GYMNASTIQUE VOLONTAIRE JEAN AICARD
- Association CIL COLSTEBELLE
- Association ROUE D'OR BRIGNOLES
- Association OLYMPIQUE CYCLO CLUB ANTIBES
- Association HYERES KRAV MAGA
- Association VELO SPORT SEYNOIS
- COMITE REGION SUD
- Association VOLLEY CLUB HYERES PIERREFEU LA LONDES
- Association SHEN WING CHUN.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

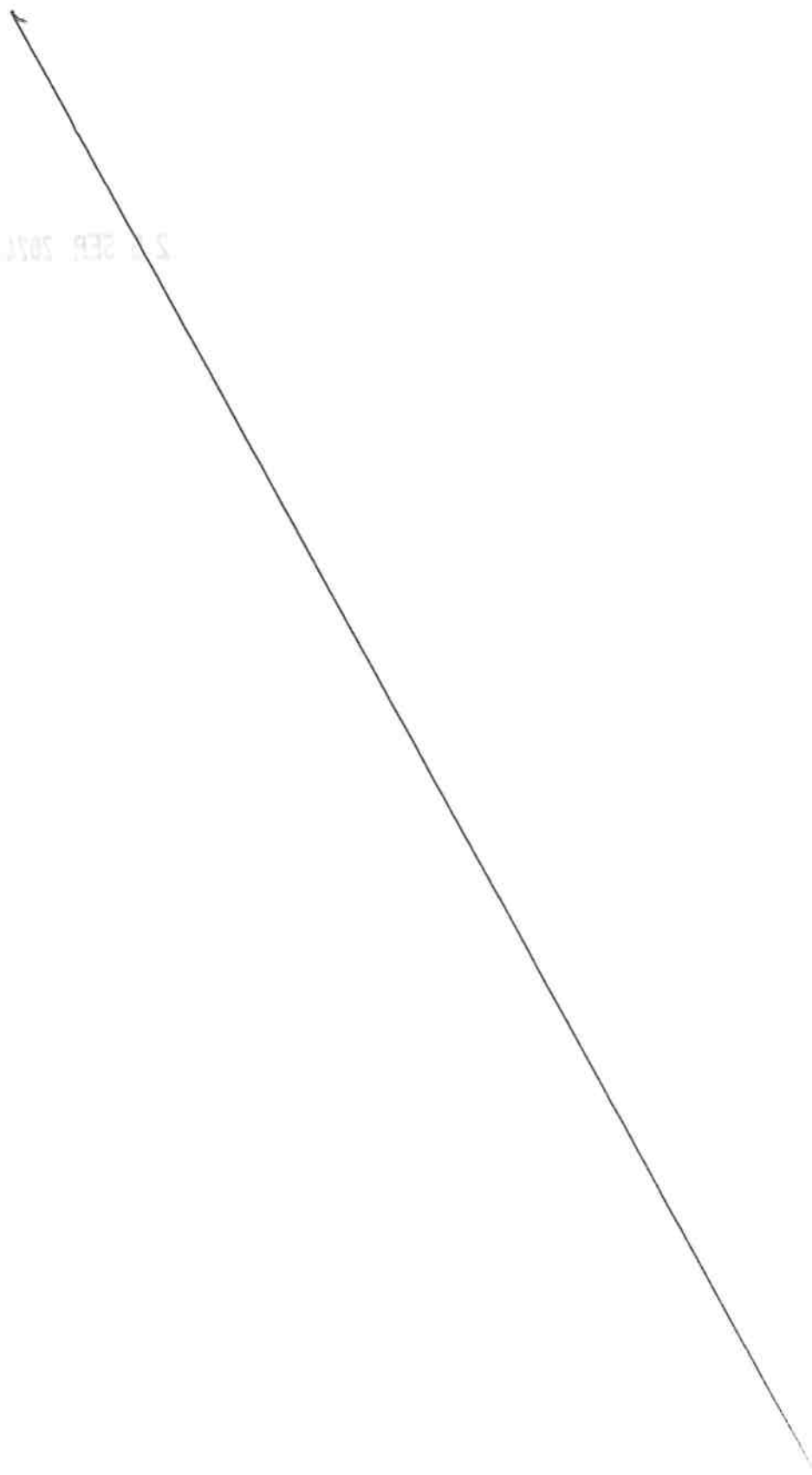
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **25 SEP. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





## **AVENANT N°1**

### **PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025**

#### **ENTRE**

**LA METROPOLE « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

D'une part,

#### **ET**

**ASSOCIATION TOKITSU RYU PROVENCE**, ayant son siège social au - 13 rue du Plaqueminier – 83400 HYERES, représentée par son Président Monsieur Bernard MERCIER, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant.  
Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

#### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2003, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vélodrome Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Hyères.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 1056 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

Le Président de l'Association  
**TOKITSU RYU**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Bernard MERCIER**

## **AVENANT N°1**

### **PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025**

#### **ENTRE**

**LA METROPOLE « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du ....., Ci-après dénommée « **TPM** »,

D'une part,

#### **ET**

**L'ASSOCIATION GYMNASTIQUE VOLONTAIRE CRAUROISE**, ayant son siège social à la Mairie annexe de La Crau, 15 boulevard de la République 83260 LA CRAU, représentée par sa Présidente Madame Bernadette VIGIER, dûment autorisée, ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant. Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

#### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2003, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vélodrome Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Hyères.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 1056 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Présidente de l'Association  
**GYMNASTIQUE VOLONTAIRE CRAUROISE**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Madame Bernadette VIGIER**

## **AVENANT N°1**

### **PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025**

#### **ENTRE**

**LA METROPOLE « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

D'une part,

#### **ET**

**L'ASSOCIATION ASTRE**, ayant son siège social BP 70150, 83404 HYERES, représentée par sa Présidente Madame Patricia DALBERA, dûment autorisée, ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant.  
Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

#### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2003, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vélodrome Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Hyères.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 10 560 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Présidente de l'Association  
**ASTRE**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Madame Patricia DALBERA**

## **AVENANT N°1**

### **PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025**

#### **ENTRE**

**LA METROPOLE « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

D'une part,

#### **ET**

**L'ASSOCIATION HYERES YOGA**, ayant son siège social chez Madame Anne-Marie CARATINI, HLM Les Maurels, bâtiment C - 83400 HYERES, représentée par sa Présidente Madame Agnès PINEAU, dûment autorisée, ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant.  
Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

#### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2003, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vélodrome Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Hyères.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 3168 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Présidente de l'Association  
**HYERES YOGA**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Madame Agnès PINEAU**

## **AVENANT N°1**

### **PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025**

#### **ENTRE**

**LA METROPOLE « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

D'une part,

#### **ET**

**L'ASSOCIATION BUDOKAN ZANSHIN**, ayant son siège social au, 33 Traverse de Rattwel Bât A – Les Jardins d'Emilie Bâtiment A, 83400 HYERES, représentée par sa Présidente Madame Sabrina PRINGAUT, dûment autorisée, ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant.  
Ci-après dénommée « **l'Association** »,

D'autre part,

#### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2003, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vélodrome Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Hyères.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 792 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Présidente de l'Association  
**BUDOKAN ZANSHIN**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Madame Sabrina PRINGAUT**

## AVENANT N°1

### PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025

#### **ENTRE**

**LA METROPOLE « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

D'une part,

#### **ET**

**L'ASSOCIATION BMX GHOSTRIDERS**, ayant son siège social, 200 boulevard Emile JACQUEMIN, La Valbourdine n°8 - 83200 TOULON, représenté par son Président Monsieur Christophe DAMBLON, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant.  
Ci-après dénommée « **l'association** »,

D'autre part,

#### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2003, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vélodrome Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Hyères.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 12 804 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

Le Président de l'Association  
**BMX GHOSTRIDERS**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Christophe DAMBLON**

## **AVENANT N°1**

### **PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025**

#### **ENTRE**

**LA METROPOLE « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

D'une part,

#### **ET**

**L'ASSOCIATION ASPTT HYERES**, ayant son siège social au ASPTT HYERES CLUB OMNISPORT BP30049 - 83402 HYERES CEDEX, représentée par son Président Monsieur Roger ROMAND, dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant.  
Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

#### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2003, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vélodrome Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Hyères.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 2640 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

Le Président de l'Association  
**ASPTT HYERES**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Roger ROMAND**

## **AVENANT N°1**

### **PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025**

#### **ENTRE**

**LA METROPOLE « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

D'une part,

#### **ET**

**L'ASSOCIATION VELO SPORT HYEROIS**, ayant son siège social au Vélodrome TPM, chemin de l'Ermitage, 83400 HYERES, représentée par son Président Monsieur Vincent DIDELOT, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant.  
Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

#### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2003, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vélodrome Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Hyères.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 30461 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de  
**TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

Le Président de l'Association  
**VELO SPORT HYEROIS**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Vincent DIDELOT**

## **AVENANT N°1**

### **PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025**

#### **ENTRE**

**LA METROPOLE « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

D'une part,

#### **ET**

**L'ASSOCIATION HYERES TRIATHLON**, ayant son siège social au Vélodrome MTPM - Costebelle - Chemin de l'Ermitage - 83400 HYERES, représentée par son président Monsieur Frédéric CHAUDRON, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant.  
Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

#### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2003, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vélodrome Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Hyères.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 3168 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entrainements annuels attribués et également lors des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIV :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

Le Président de l'Association  
**CLUB DE TRIATHLON**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Frédéric CHAUDRON**

## **AVENANT N°1**

### **PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025**

#### **ENTRE**

**LA METROPOLE « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

D'une part,

#### **ET**

**L'ASSOCIATION GYMNASTIQUE VOLONTAIRE DU LYCEE JEAN AICARD**, ayant son siège social Résidence Aimar, 2 Place de l'Europe, 83400 HYERES, représentée par sa Présidente Madame Danielle JAUBERT, dûment autorisée, ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant.  
Ci-après dénommée « **l'Association** ».

D'autre part,

#### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2003, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vélodrome Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Hyères.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 2376 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Présidente de l'Association  
**GYMNASTIQUE VOLONTAIRE DU LYCEE  
JEAN AICARD**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Madame Danielle JAUBERT**

## **AVENANT N°1**

### **PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025**

#### **ENTRE**

**LA METROPOLE « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

D'une part,

#### **ET**

**L'ASSOCIATION CIL DE COSTEBELLE**, ayant son siège social au Vélodrome TPM, chemin de l'Ermitage, 83400 HYERES, ayant pour Présidente Madame Françoise GUIDROUX, dûment autorisée ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant.  
Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

#### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2003, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vélodrome Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Hyères.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 480 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Présidente de l'Association  
**CIL DE COSTEBELLE**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Madame Françoise GUIDROUX**

## **AVENANT N°1**

### **PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025**

#### **ENTRE**

**LA METROPOLE « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

D'une part,

#### **ET**

**L'ASSOCIATION ROUE D'OR BRIGNOLES**, ayant son siège social : route du Val, quartier de Paris, 83170 BRIGNOLES, représentée par son Président Monsieur Yvon COEFFIC, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant.  
Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

#### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2003, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vélodrome Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Hyères.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 10725 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

Le Président de l'Association  
**ROUE D'OR BRIGNOLES**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Yvon COEFFIC**

## **AVENANT N°1**

### **PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025**

#### **ENTRE**

**LA METROPOLE « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

D'une part,

#### **ET**

**L'ASSOCIATION OLYMPIQUE CYCLO CLUD ANTIBES**, ayant son siège social au 495, chemin des Eucalyptus – BP 30053 – 06602 ANTIBES CEDEX, représentée par son Président Monsieur Dominique HERCKEL, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant.  
Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

#### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2003, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vélodrome Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Hyères.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 6435 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

Le Président de l'Association  
**OLYMPIQUE CYCLO CLUB ANTIBES**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Dominique HERCKEL**

## **AVENANT N°1**

### **PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025**

#### **ENTRE**

**LA METROPOLE « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

D'une part,

#### **ET**

**L'ASSOCIATION HYERES KRAV MAGA**, ayant son siège social, 2 rue Pierre Moulis - 83400 HYERES, représentée par son Président Monsieur Stéphane VITALIS dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant.  
Ci-après dénommée « **l'Association** »,

D'autre part,

#### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2003, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vélodrome Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Hyères.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 3536 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

Le Président  
**ASSOCIATION HYERES KRAV MAGA**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Stéphane VITALIS**

## **AVENANT N°1**

### **PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025**

#### **ENTRE**

**LA METROPOLE « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

D'une part,

#### **ET**

**L'ASSOCIATION VELO SPORT SEYNOIS**, ayant son siège social au 530, chemin Poussarague – 83190 OLLIOULES, représentée par son Président Monsieur Christian LAZARINI, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant.  
Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

#### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2003, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vélodrome Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Hyères.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 9750 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

Le Président de l'Association  
**VELO SPORT SEYNOIS**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Christian LAZARINI**

## **AVENANT N°1**

### **PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025**

#### **ENTRE**

**LA METROPOLE « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

D'une part,

#### **ET**

**L'ASSOCIATION VOLLEY CLUB HYERES PIERREFEU LA LONDES**, ayant son siège social au Gymnase de Costebelle - 83400 HYERES, représentée par sa Présidente Madame Michèle DELCOURTE, dûment autorisée, ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant.  
Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

#### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2003, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vélodrome Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Hyères.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 4752 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Présidente de l'Association  
**VOLLEY CLUB HYERES**  
**PIERREFEU LA LONDES**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Madame Michèle DELCOURTE**

## **AVENANT N°1**

### **PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025**

#### **ENTRE**

**LA METROPOLE « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

D'une part,

#### **ET**

**L'ASSOCIATION SHEN WING CHUN HYERES**, ayant son siège social au, 18 rue de Brest, 83400 HYERES, représentée par son Président Monsieur Benoît NORYNBERG, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant.  
Ci-après dénommée « **l'Association** »,

D'autre part,

#### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2003, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vélodrome Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Hyères.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 5280 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

Le Président de l'Association  
**SHEN WING CHUN HYERES**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Benoît NORYNBERG**

## **AVENANT N°1**

### **PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025**

#### **ENTRE**

**LA METROPOLE « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

D'une part,

#### **ET**

**LE COMITE REGIONAL REGION SUD PACA**, ayant son siège social au 184 Avenue des Poilus – 13013 MARSEILLE, représenté par son Président Monsieur Christian LAZARINI, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant.  
Ci-après dénommée « **Le Comité** »

D'autre part,

#### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2003, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vélodrome Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Hyères.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 2925 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

Le Président de l'Association  
**LE COMITE REGIONAL REGION SUD  
PACA**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Christian LAZARINI**

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :  
083-248300543-20240627-lmc1329059-DE-1-1  
Date de validation par la préfecture : lundi 1 juillet 2024  
Date de publication : 04/07/2024

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
JEUDI 27 JUIN 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 27 juin 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : DIR Anaïs

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
51	18	12

**OBJET DE LA DELIBERATION**

**N° 24/06/147**

**ADOPTION DE TARIFS POUR  
L'ENSEMBLE DES  
EQUIPEMENTS SPORTIFS  
METROPOLITAINS**

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Valérie BATTESTI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Basma BOUCHKARA, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, Mme Corinne CHENET, M. Yannick CHENEVAR, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Laurent JEROME, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, Mme Josée MASSI, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, M. Guy RAYNAUD, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

**REPRESENTES :**

M. Gilles BALDACCHINO ayant donné pouvoir à M. Amaury NAVARRANNE, Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à Mme Edwige MARINO, M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Amaury CHARRETON ayant donné pouvoir à M. Yannick CHENEVAR, M. Franck CHOUQUET ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Jean-Pierre EMERIC ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, Mme Claude GALLI-ARNAUD ayant donné pouvoir à M. Thierry ALBERTINI, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, Mme Pascale JANVIER ayant donné pouvoir à Mme Magali TURBATTE, Mme Corinne JOUVE ayant donné pouvoir à M. Patrice CAZAUX, M. Erick MASCARO ayant donné pouvoir à Mme Valérie MONDONE, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à Mme Valérie RIALLAND, Mme Chantal PORTUESE ayant donné pouvoir à Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO.

**ABSENTS :**

M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Béatrice BROTONS, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Delphine GROSSO, M. Arnaud LATIL, M. Jean-David MARION, M. Jean-Louis MASSON, Mme Isabelle MONFORT, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

## **Séance Publique du 27 juin 2024**

**N° D' O R D R E : 24/06/147**

**O B J E T : ADOPTION DE TARIFS POUR L'ENSEMBLE DES  
EQUIPEMENTS SPORTIFS METROPOLITAINS**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

**VU** le décret n°2017-779 en date du 5 mai 2017 relatif à l'accès sous forme électronique aux données essentielles des conventions de subvention,

**VU** l'article L 2151-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques qui dispose que « toute occupation ou utilisation du Domaine Public d'une personne publique donne lieu au paiement d'une redevance (...) Cependant, l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du Domaine Public peut être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général »,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°02/12/37/196 du Conseil Communautaire en date du 16 décembre 2002 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire du complexe sportif Léo Lagrange,

**VU** la délibération n°03/12/31/191 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2003 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire du Vélodrome de Hyères,

**VU** la délibération n°08/12/36/242 du Conseil Communautaire du 20 décembre 2008 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire de la Base nature et sport du Vallon du Soleil,

**VU** la délibération n°09/07/7/112 du Conseil Communautaire en date du 4 juillet 2009 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire du complexe sportif de l'Estagnol,

**VU** la délibération n°20/12/294 du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, portant reconnaissance de l'intérêt métropolitain du Palais des sports,

**VU** la délibération n°22/03/050 du Conseil Métropolitain en date du 24 mars 2022 adoptant une tarification pour la mise à disposition des installations de l'ensemble des équipements sportifs métropolitains,

**VU** l'avis favorable de la Commission Jeunesse et Sports en date du 9 avril 2024,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée entend valoriser la mise à disposition des installations de ses équipements sportifs,

**CONSIDERANT** que les tarifications pour les équipements sportifs métropolitains sont en vigueur depuis le 24 mars 2022 et qu'il convient de les actualiser,

**CONSIDERANT** qu'il convient de répondre aux demandes de mise à disposition des installations de nos équipements sportifs par des organismes privés à but lucratif, des associations et clubs sportifs hors du territoire Toulon Provence Méditerranée,

**CONSIDERANT** que la mise à disposition des équipements sportifs pour les associations sportives de la Métropole continuera de s'effectuer à titre gratuit,

**CONSIDERANT** qu'il convient de prévoir des tarifs d'utilisation adaptés pour l'ensemble des équipements sportifs **métropolitains**, soit le Palais des Sports, le complexe sportif de Léo Lagrange, le complexe sportif de l'Estagnol, la Base nature et sport du Vallon du soleil et le Vélodrome,

**CONSIDERANT** que la réévaluation des tarifs sera effectuée régulièrement selon la même méthode de calcul,

**CONSIDERANT** que la méthode de calcul de la tarification servira également de base à la valorisation financière des associations et clubs sportifs du territoire métropolitain dont les équipements sont mis à disposition à titre gratuit,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** une tarification portant sur la mise à disposition des équipements sportifs **métropolitains**.

## **ARTICLE 2**

**DE FIXER** pour la mise à disposition des équipements sportifs métropolitains les tarifs ci-annexés.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 27 juin 2024

Jean-Pierre GIRAN

Anaïs DIR

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Le secrétaire de séance

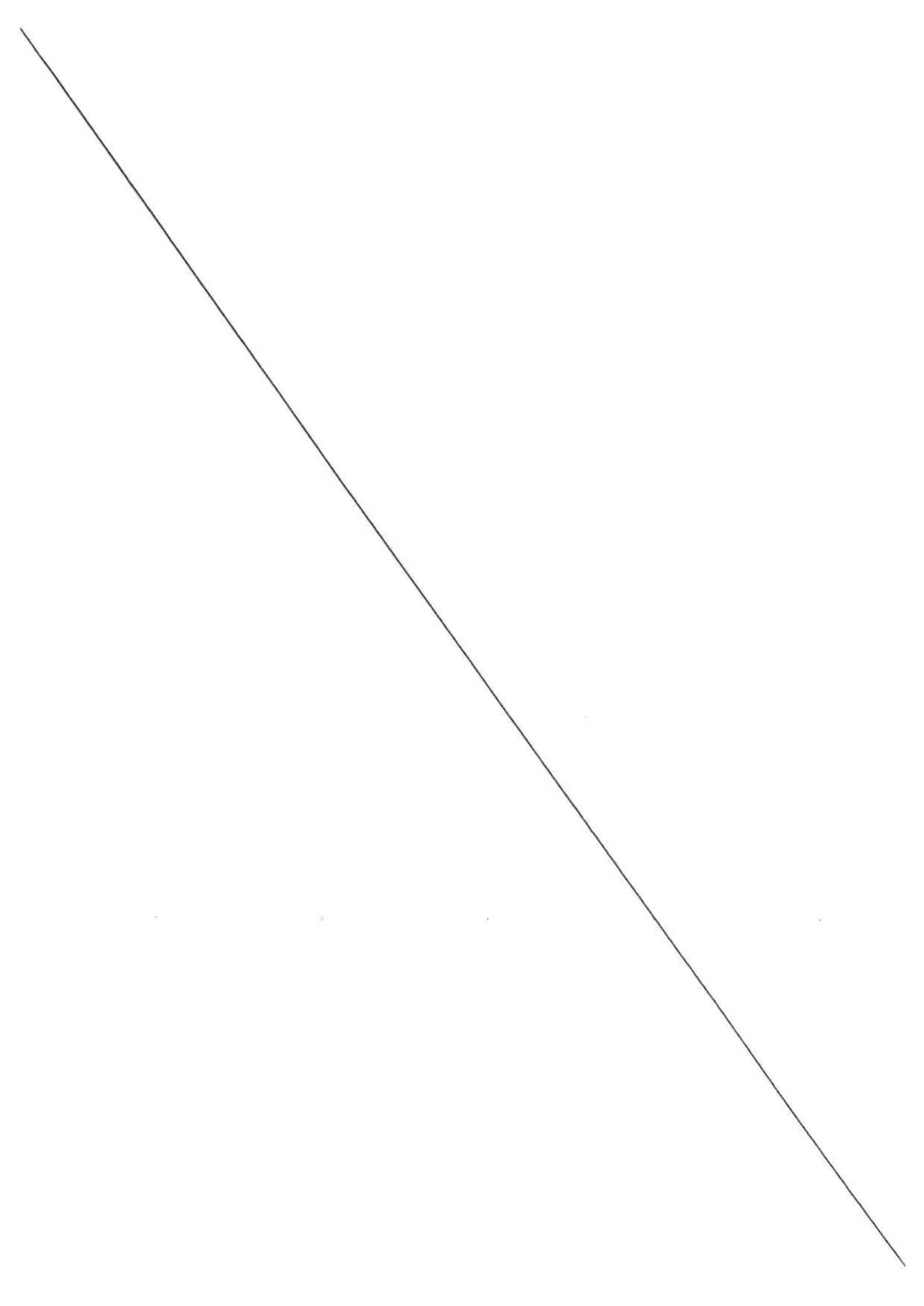


POUR 66

CONTRE 0

ABSTENTION 3

Monsieur Gilles BALDACCHINO, Monsieur Philippe LEROY,  
Monsieur Amaury NAVARRANNE.



## TARIFICATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS METROPOLITAINS

Equipements sportifs		Nouvelle tarification horaire
COMPLEXE SPORTIF LEO LAGRANGE	Terrains d'honneur	80,00 €
	Terrains synthétiques 2	40,00 €
	Terrains synthétiques 3	40,00 €
	Terrains synthétiques 4	40,00 €
	Terrains multisport handball/basket	32,00 €
	Terrains multisport basket/volley	32,00 €
	Salon d'honneur +100m <sup>2</sup> terrasse	32,00 €
	Salle de musculation	32,00 €
	Piste	49,00 €
	Aires de saut	16,00 €
	Aires de lancers	16,00 €
PALAIS DES SPORTS	Halle	130,00 €
	Gymnase	49,00 €
	Arts martiaux	32,00 €
	Gymnastique	32,00 €
	Danse	32,00 €
	Salle de musculation	32,00 €
	Salle de pan	32,00 €
	Mur d'escalade	32,00 €
	VIP	65,00 €
VELODROME	Piste en bois	65,00 €
	Piste béton	32,00 €
	Salle polyvalente	16,00 €
	Salle de boxe	16,00 €
	Salle de musculation	32,00 €
	Salle de réunion	16,00 €
COMPLEXE SPORTIF DE L'ESTAGNOL	Terrains d'honneur	40,00 €
	Terrain d'entraînement	32,00 €
	Batiment club	32,00 €
	Salle d'honneur du gymnase	49,00 €
	Arts martiaux	32,00 €
	Salle de danse	32,00 €
	Gymnastique	32,00 €
	Salle de réunion	16,00 €
	Musculation	32,00 €
BASE NATURE ET SPORT DU VALLON DU SOLEIL	Tir à l'arc	32,00 €
	Glisse urbaine	32,00 €
	Terrain multisports tennis volley	32,00 €
	Terrain multisports basket-hand	32,00 €
	Aire de pique nique	16,00 €
	Piscines	65,00 €
	Terrain synthétique 1	40,00 €
	Terrain synthétique 2	40,00 €

N° DP 24/617

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **SPORT - CONVENTIONS DE MISE A DISPOSITION DES INSTALLATIONS DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE A HYERES-LES-PALMIERS AVEC LES ASSOCIATIONS, CLUBS SPORTIFS, ETABLISSEMENTS SCOLAIRES, UNIVERSITAIRES ET COLLECTIVITES A TITRE GRACIEUX - ANNEE 2024/2025**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° 03/12/31/191 en date du 15 décembre 2003 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire du vélodrome à Hyères-les-Palmiers,

**VU** la délibération n° 21/06/246 du Conseil Métropolitain en date du 23 juin 2021 autorisant l'adoption des nouveaux règlements intérieurs des équipements sportifs de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du Conseil Métropolitain en date du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**CONSIDERANT** que dans un souci de bonne organisation et pour le bon déroulement des activités sur le Vélodrome Toulon Provence Méditerranée, il convient de conventionner avec les associations, clubs sportifs, établissements scolaires, universitaires et collectivités territoriales de la Métropole utilisateurs de cet équipement qui en feraient la demande,

**CONSIDERANT** que les présentes conventions ci-après annexées ont pour objet de mettre à disposition des associations et clubs sportifs, établissements scolaires, universitaires et collectivités territoriales le droit d'occuper de manière partielle et temporaire pour la saison 2024 - 2025, les équipements sportifs du Vélodrome Toulon Provence Méditerranée, sis chemin de l'Ermitage, lieu-dit Costebelle, 83400 Hyères-les-Palmiers, suivant des plages horaires fixées contractuellement,

**CONSIDERANT** que la mise à disposition se fait à titre gratuit, pour une durée de 10 mois comprise entre le 1<sup>er</sup> septembre 2024 et le 30 juin 2025, suivant des plages horaires fixées contractuellement,

**CONSIDERANT** qu'il convient de fixer les modalités de cette mise à disposition conventionnellement et de les approuver,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** les projets de conventions ci-annexés concernant les associations suivantes:

- Association TOKITSU RYU
- Association GYMNASTIQUE VOLONTAIRE CRAUROISE
- Association ASTRE
- Association HYERES YOGA
- Association BUDOKAN ZANSHIN
- Association BMX GHOSTRIDERS
- Association ASPTT HYERES
- Association VELO SPORT HYEROIS
- ECOLE MUNICIPALE DE CYCLISME
- Association HYERES CLUB TRIATHLON
- Association GYMNASTIQUE VOLONTAIRE JEAN AICARD
- Association CIL DE COSTEBELLE
- Association ROUE D'OR BRIGNOLES
- LYCEE JEAN AICARD
- Association OLYMPIQUE CYCLO CLUB ANTIBES
- Association HYERES KRAV MAGA
- Association VELO SPORT SEYNOIS
- COMITE REGION SUD
- ASSOCIATION VOLLEY CLUB HYERES PIERREFEU LA LONDE
- Association SHEN WING CHUN.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

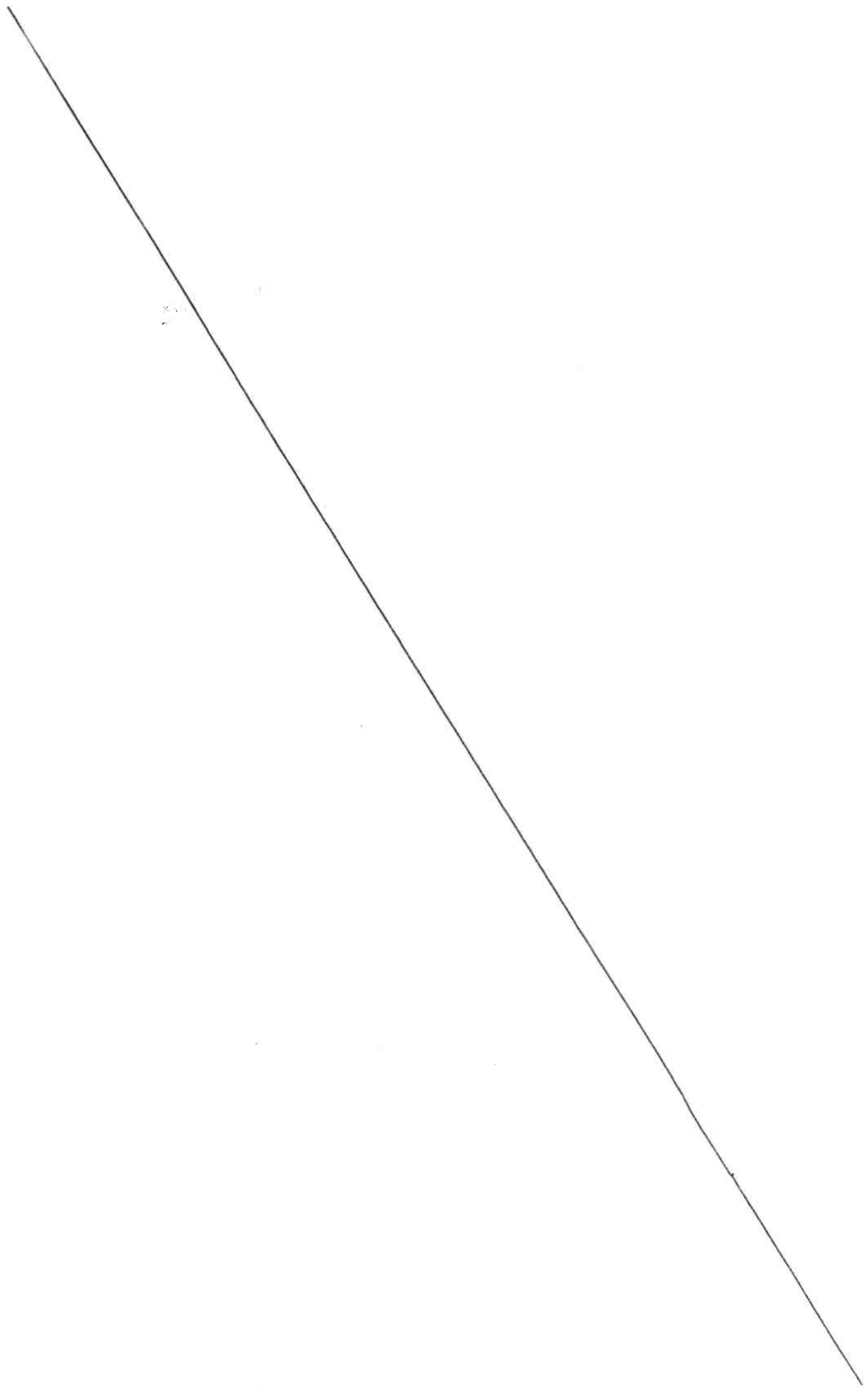
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux **destinés** à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **05 JUIL. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

*d'une part,*

**ET**

**ASSOCIATION TOKITSU RYU PROVENCE**, ayant son siège social au - 13 rue du Plaqueminier – 83400 HYERES, représentée par son Président Monsieur Bernard MERCIER, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** »

*d'autre part,*

**PREAMBULE :**

Par délibération n° 03/12/31/191 du 15 décembre 2003, **TPM** a reconnu l'intérêt communautaire du VELODROME et a décidé d'accepter la gestion de cet équipement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à l'**Association** le droit d'occuper les installations du Vélodrome sis sur le territoire de la commune de Hyères – Chemin de l'Ermitage – Costebelle – 83400 HYERES.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

L'équipement sportif du Vélodrome est mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de l'**Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

<b>Vendredis : 17h30 à 19h30</b>	<b>Salle Polyvalente Tribune Bertolino</b>
----------------------------------	--

**\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.**

\*\*\*En période de vacances scolaires les horaires d'ouverture et de fermeture seront modifiés : (du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00 et le samedi sur réservation).

\*\*\*Les soirs de la semaine où ni la piste, ni la salle polyvalente ne seront occupées, nos locaux fermeront à 18h00.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> septembre 2024 et le 30 juin 2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; l'**Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

## **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau et par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneau(x)).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER).

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

## **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **l'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques

- données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée ;
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours.

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par formulaire de demande de mise à disposition, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### **Collecte et utilisation des données**

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

#### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Complexe sportif du Vélodrome

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Ces deux annexes font partie intégrante de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

Le Président de l'Association  
**TOKITSU RYU**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Bernard MERCIER**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

Bm

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

BH

**ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) Bernard... MERCIER

Président

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

TOKITSU R.Y.U. PROVENCE

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le 8 juin 2024

à HYERES

Lu et approuvé, bon pour engagement,

*Lu et approuvé, bon pour engagement*

Nom et prénom du représentant légal de l'association

MERCIER Bernard

Signature



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

*d'une part,*

**ET**

**L'ASSOCIATION GYMNASTIQUE VOLONTAIRE CRAUOISE**, ayant son siège social à la Mairie annexe de La Crau, 15 boulevard de la République 83260 LA CRAU, représentée par sa Présidente Madame Bernadette VIGIER, dûment autorisée, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** »

*d'autre part,*

**PREAMBULE :**

Par délibération n° 03/12/31/191 du 15 décembre 2003, **TPM** a reconnu l'intérêt communautaire du VELODROME et a décidé d'accepter la gestion de cet équipement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à l'**Association** le droit d'occuper les installations du Vélodrome sis sur le territoire de la commune de Hyères – Chemin de l'Ermitage – Costebelle – 83400 HYERES.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

L'équipement sportif du Vélodrome est mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de l'**Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

<b>Lundis : 10h45 à 11h45</b> <b>Mercredis : 9h45 à 10h45</b>	<b>Salle de gym</b> <b>Tribune GARNIER</b>
--	---

**\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.**

\*\*\*En période de vacances scolaires les horaires d'ouverture et de fermeture seront modifiés : (du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00 et le samedi sur réservation).

\*\*\*Les soirs de la semaine où ni la piste, ni la salle polyvalente ne seront occupées, nos locaux fermeront à 19h00.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> septembre 2024 et le 30 juin 2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; l'**Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

## **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau et par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneau(x)).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13) ;
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur ;
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER).

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

## **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques

données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée ;

- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours.

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurance qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par formulaire de demande de mise à disposition, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### **Collecte et utilisation des données**

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

#### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Complexe sportif du Vélodrome

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Ces deux annexes font partie intégrante de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**Toulon Provence Méditerranée**

La Présidente de l'Association  
**GYMNASTIQUE VOLONTAIRE CRAUROISE**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Madame Bernadette VIGIER**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

## ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) ..... VIGIER Bernadette  
..... Présidente .....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

..... GYMNASTIQUE VOLONTAIRE CRAUROISE .....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le, 6/6/2024 à La Crau

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Lu et approuvé, bon pour engagement

Nom et prénom du représentant légal de l'association

VIGIER Bernadette

Signature



GYMNASTIQUE VOLONTAIRE CRAUROISE  
Mme VIGIER Bernadette  
"Lou camin de Valcros"  
83390 CUERS  
Tél : 06 28 82 96 92  
Siret : 339 969 750 00019

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

*d'une part,*

**ET**

**L'ASSOCIATION ASTRE**, ayant son siège social BP 70150, 83404 HYERES, représentée par sa Présidente Madame Patricia DALBERA, dûment autorisée, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** »

*d'autre part,*

**PREAMBULE :**

Par délibération n° 03/12/31/191 du 15 décembre 2003, **TPM** a reconnu l'intérêt communautaire du VELODROME et a décidé d'accepter la gestion de cet équipement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à l'**Association** le droit d'occuper les installations du Vélodrome sis sur le territoire de la commune de Hyères – Chemin de l'Ermitage – Costebelle – 83400 HYERES.

## **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

L'équipement sportif du Vélodrome est mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de l'**Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

<b>Lundis : 15h00 à 16h00</b> <b>Mardis : 11h00 à 12h30,</b> <b>14h00 à 15h15,</b> <b>15h30 à 17h00</b>	Salle polyvalente
<b>Mercredis : 9h00 à 10h00,</b> <b>10h00 à 13h00</b> <b>16h00 à 18h00</b>	Salle polyvalente
<b>Jeudis : 11h00 à 12h30,</b> <b>14h00 à 16h00,</b> <b>16h00 à 17h30</b>	Salle polyvalente
<b>Vendredis : 9h00 à 11h00,</b> <b>11h00 à 12h00,</b> <b>14h00 à 15h30</b>	Salle polyvalente

**\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.**

**\*\*\*En période de vacances scolaires les horaires d'ouverture et de fermeture seront modifiés : (du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00 et le samedi sur réservation).**

**\*\*\*Les soirs de la semaine où ni la piste, ni la salle polyvalente ne seront occupées, nos locaux fermeront à 18h00.**

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> septembre 2024 et le 30 juin 2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau et par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneau(x)).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, **TPM** pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;

- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur ;
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER).

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **l'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée ;
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours.

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **l'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par formulaire de demande de mise à disposition, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

### **ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Complexe sportif du Vélodrome

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Ces deux annexes font partie intégrante de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**Toulon Provence Méditerranée**

La Présidente de l'Association  
**ASTRE**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Madame Patricia DALBERA**



## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**


L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.



## ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) DALBERT Palmaris  
Président

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

ASTRE Hyères

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le, 5 juin 2024 à Hyères

Lu et approuvé, bon pour engagement,

*lu et approuvé*

*Bon pour engagement*

Nom et prénom du représentant légal de l'association

DALBERT Palmaris

Signature

*[Signature]*

ASTRE - BP 70150  
83404 HYÈRES Cedex  
Club affilié à la Fédération Française  
de la Retraite Sportive  
N° Siret : 504 625 963 00013 - NAF : 9319Z

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** », *d'une part,*

**ET**

**L'ASSOCIATION HYERES YOGA**, ayant son siège social chez Madame Anne-Marie CARATINI, HLM Les Maurels, bâtiment C - 83400 HYERES, représentée par sa Présidente Madame Agnès PINEAU, dûment autorisée, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** » *d'autre part,*

**PREAMBULE :**

Par délibération n° 03/12/31/191 du 15 décembre 2003, **TPM** a reconnu l'intérêt communautaire du VELODROME et a décidé d'accepter la gestion de cet équipement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Désormais gestionnaire de cet équipement la METROPOLE Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à l'**Association** le droit d'occuper les installations du Vélodrome sis sur le territoire de la commune de Hyères – Chemin de l'Ermitage – Costebelle – 83400 HYERES.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

L'équipement sportif du Vélodrome est mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de l'**Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

<b>Lundis : 16h00 à 17h30</b> <b>Mardis : 19h00 à 20h00</b> <b>Mercredis : 19h00 à 21h00</b> <b>Jeudis : 17h30 à 19h00</b>	<b>Salle Polyvalente</b> <b>Tribune Bertolino</b>
---	--

**\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.**

**\*\*\*En période de vacances scolaires les horaires d'ouverture et de fermeture seront modifiés : (du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00 et le samedi sur réservation).**

**\*\*\*Les soirs de la semaine où ni la piste, ni la salle polyvalente ne seront occupées, nos locaux fermeront à 18h00.**

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> septembre 2024 et le 30 juin 2025.

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **l'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau et par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneau(x)).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur ;
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER).

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **l'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée ;
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours.

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **l'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par formulaire de demande de mise à disposition, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel,

et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

#### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

**ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Complexe sportif du Vélodrome

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Ces deux annexes font partie intégrante de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**Toulon Provence Méditerranée**

La Présidente de l'Association  
**HYERES YOGA**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Madame Agnès PINEAU**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

**ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) ..... Agnès PINEAU Directrice

.....  
.....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

.....  
Association HYÈRES YOGA.....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , 04/06/2024 à Hyères

Lu et approuvé, bon pour engagement, lu et approuvé  
Bon pour engagement

Nom et prénom du représentant légal de l'association Agnès PINEAU

Signature

A. Pineau

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

*d'une part,*

**ET**

**L'ASSOCIATION BUDOKAN ZANSHIN**, ayant son siège social au, 33 Traverse de Rattwel Bât A – Les Jardins d'Emilie Bâtiment A, 83400 HYERES, représentée par sa Présidente Madame Sabrina PRINGAUT, dûment autorisée, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** »,

*d'autre part,*

**PREAMBULE :**

Par délibération n° 03/12/31/191 du 15 décembre **TPM** a reconnu l'intérêt communautaire du VELODROME et a décidé d'accepter la gestion de cet équipement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Désormais gestionnaire de cet équipement la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à l'**Association** le droit d'occuper les installations du Vélodrome sis sur le territoire de la commune de Hyères – Chemin de l'Ermitage – Costebelle – 83400 HYERES.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

L'équipement sportif du Vélodrome est mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de l'**Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Jeudis : 19h00 à 20h30	Salle Polyvalente Tribune Bertolino
------------------------	--

**\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.**

**\*\*\*En période de vacances scolaires les horaires d'ouverture et de fermeture seront modifiés : (du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00 et le samedi sur réservation).**

**\*\*\*Les soirs de la semaine où ni la piste, ni la salle polyvalente ne seront occupées, nos locaux fermeront à 18h00.**

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> septembre 2024 et le 30 juin 2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; l'**Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau et par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneau(x)).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13) ;
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur ;
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER).

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **l'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à

- disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée ;
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours.

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par formulaire de demande de mise à disposition, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin

d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

#### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Complexe sportif du Vélodrome

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Ces deux annexes font partie intégrante de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**Toulon Provence Méditerranée**

La Présidente de l'Association  
**BUDOKAN ZANSHIN**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Madame Sabrina PRINGAUT**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

**ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) ..... PRINGAUT Sabrina

..... Présidente .....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

..... BUDOKAN ZANSHIN .....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés, (salle polyvalente vélodrome MYERES et salle d'arts martiaux complexe ESTAGNOL)
- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le, 22/03/24 à La Crau

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

PRINGAUT Sabrina

Signature



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION BMX GHOSTRIDERS**, ayant son siège social, 200 boulevard Emile JACQUEMIN, La Valbourdine n°8 - 83200 TOULON, représenté par son Président Monsieur Christophe DAMBLON, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'association** »,

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération n° 03/12/31/191 du 15 décembre 2003, **TPM** a reconnu l'intérêt communautaire du VELODROME et a décidé d'accepter la gestion de cet équipement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **l'Association** le droit d'occuper les installations du Vélodrome sis sur le territoire de la commune de Hyères – Chemin de l'Ermitage – Costebelle – 83400 HYERES.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

L'équipement sportif du Vélodrome est mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **l'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

<b>Lundis : 18h00 à 20h00</b> <b>Vendredis : 18h00 à 20h00</b>	<b>Salle de musculation</b> <b>Tribune Garnier</b>
<b>Mardis : 12h00 14h00</b> <b>Jeudis : 18h30 à 20h30</b>	<b>Piste</b> <b>(en partage)</b>

**\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.**

**\*\*\*En période de vacances scolaires les horaires d'ouverture et de fermeture seront modifiés : (du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00 et le samedi sur réservation).**

**\*\*\*Les soirs de la semaine où ni la piste, ni la salle polyvalente ne seront occupées, nos locaux fermeront à 18h00.**

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> septembre 2024 et le 30 juin 2025.

Lors des travaux de réfection de la piste prévus sur la période du mois d'octobre au mois de décembre 2024, des créneaux piste seront susceptibles d'être annulés.

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau et par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneau(x)).

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13) ;
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur ;
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER).

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, l'**Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée ;
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours.

### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

L'**Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont l'**Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

L'**Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. L'**Association** devra solliciter son renouvellement, par formulaire de demande de mise à disposition, au minimum un mois avant la date de son terme.

### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère

personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel,

et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

#### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

### **ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Complexe sportif du Vélodrome

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Ces deux annexes font partie intégrante de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**Toulon Provence Méditerranée**

Le Président de l'Association  
**BMX GHOSTRIDERS**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Christophe DAMBLON**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

### **ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) ...Christophe DAMBLON... Président de l'association....

.....  
.....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

.....

.....BMX GHOSTRIDERS.....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,
- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.
- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , 10 JUIN 2024 à TOULON

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

Signature

BMX GHOSTRIDERS  
200 Bd Emile Jacquemin  
La Valbucurine n°8  
83200 TOULON  
06 13 45 10 05

## **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

### **ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....  
Ci-après dénommée « **TPM** », *d'une part,*

### **ET**

**L'ASSOCIATION ASPTT HYERES**, ayant son siège social au ASPTT HYERES CLUB OMNISPORT BP30049 - 83402 HYERES CEDEX, représentée par son Président Monsieur Roger ROMAND, dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** » *d'autre part,*

### **PREAMBULE :**

Par délibération n° 03/12/31/191 du 15 décembre 2003, **TPM** a reconnu l'intérêt communautaire du VELODROME et a décidé d'accepter la gestion de cet équipement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à l'**Association** le droit d'occuper les installations du Vélodrome sis sur le territoire de la commune de Hyères – Chemin de l'Ermitage – Costebelle – 83400 HYERES.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

L'équipement sportif du Vélodrome est mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de l'**Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

<b>Lundis : 18h00 à 19h00 et 19h00 à 20h00</b> <b>Mardis : 18h00 à 19h00 et 20h00 à 21h00</b> <b>Mercredis : 18h00 à 19h00</b>	<b>Salle polyvalente</b> <b>Tribune Bertolino</b>
--	--

**\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.**

\*\*\*En période de vacances scolaires les horaires d'ouverture et de fermeture seront modifiés : (du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00 et le samedi sur réservation).

\*\*\*Les soirs de la semaine où ni la piste, ni la salle polyvalente ne seront occupées, nos locaux fermeront à 19h00.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> septembre 2024 et le 30 juin 2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; l'**Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

## **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau et par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneau(x)).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13) ;
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur ;
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER).

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

## **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques

- données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée ;
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurance qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUELEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par formulaire de demande de mise à disposition, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

**ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Complexe sportif du Vélodrome

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Ces deux annexes font partie intégrante de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**Toulon Provence Méditerranée**

Le Président de l'Association  
**ASPTT HYERES**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Roger ROMAND**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

**ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

**ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

**ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

**ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

**ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

**ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau **tricolore**, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et **qualité**) Roger Romand Président  
général

dûment habilité(e) par l'association/ la **fondation**

ASPTT HYERES

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,
- M'engage à informer la **Métropole TPM** des manquements à ces **principes** dont nous pourrions avoir connaissance.
- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces **dispositions** et des termes du Contrat d'Engagement Républicain **entraîneront** soit le refus de l'**attribution** de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'**attribution**, le retrait de celle-ci et la **restitution** des sommes versées.

Le 06 juin 2024 à Hyères

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

Signature

Romand

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** », *d'une part,*

**ET**

**L'ASSOCIATION VELO SPORT HYEROIS**, ayant son siège social au Vélodrome TPM, chemin de l'Ermitage, 83400 HYERES, représentée par son Président Monsieur Vincent DIDELOT, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** » *d'autre part,*

**PREAMBULE :**

Par délibération n° 03/12/31/191 du 15 décembre 2003, **TPM** a reconnu l'intérêt communautaire du VELODROME et a décidé d'accepter la gestion de cet équipement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à l'**Association** le droit d'occuper les installations du Vélodrome sis sur le territoire de la commune de Hyères – Chemin de l'Ermitage – Costebelle – 83400 HYERES.

## **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

L'équipement sportif du Vélodrome est mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de l'**Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

<b>Lundis : 9h00 à 11h30</b> Section Pongistes <b>Vendredis : 15h30 à 17h30</b> Section Pongistes  <b>Mardis : 18h00 à 20h00</b> <b>Vendredis : 18h00 à 20h00</b>  <b>Lundis : 17h30 à 19h30</b>	<b>Salle polyvalente</b>   <b>Piste bois</b> <b>(en partage)</b>  <b>Salle de musculation</b> <b>(en partage)</b>
<b>Mercredis : 14h00 à 16h00</b>  <b>Mercredis : 14h30 à 16h30</b> <b>Samedis : 9h00 à 11h30 et 14h00 à 16h30</b>	<b>Piste béton</b>  <b>Piste en bois</b> <b>(en partage)</b>

**\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.**

**\*\*\*En période de vacances scolaires les horaires d'ouverture et de fermeture seront modifiés : (du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00 et le samedi sur réservation).**

**\*\*\*Les soirs de la semaine où ni la piste, ni la salle polyvalente ne seront occupées, nos locaux fermeront à 18h00.**

## **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

#### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> septembre 2024 et le 31 août 2025.

**Les horaires de mise à disposition du mois de juillet et d'août sont à organiser au préalable avec le service.**

**Lors des travaux de réfection de la piste prévus sur la période du mois d'octobre au mois de décembre 2024, des créneaux piste seront susceptibles d'être annulés.**

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **l'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;

- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER).

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **l'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée ;
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours.

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **l'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par formulaire de demande de mise à disposition au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

### **ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Complexe sportif du Vélodrome

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Ces deux annexes font partie intégrante de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de  
**Toulon Provence Méditerranée**

Le Président de l'Association  
**VELO SPORT HYEROIS**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Vincent DIDELOT**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

## **ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) **Florian Fina. Président délégué.**.....

.....

.....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

..... **Vélo Sport Hyérois** .....

.....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , Le 4 juin 2024

à **Hyerès**

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

**FINA FLORIAN**

Signature



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** », *d'une part,*

**ET**

**LA COMMUNE D'HYERES, pour son école municipale de cyclisme** ayant son siège social, Mairie d'Hyères, 12 avenue Joseph CLOTIS – 83412 HYERES, représentée par son Conseiller Municipal Délégué au sport de plein air, Monsieur Jean-Jacques FOUQUE, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'école municipale de cyclisme** » *d'autre part,*

**PREAMBULE :**

Par délibération n° 03/12/31/191 du 15 décembre 2003, **TPM** a reconnu l'intérêt communautaire du VELODROME et a décidé d'accepter la gestion de cet équipement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **l'école municipale de cyclisme** le droit d'occuper les installations du Vélodrome sis sur le territoire de la commune d'Hyères – Chemin de l'Ermitage – Costebelle – 83400 HYERES.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

L'équipement sportif du Vélodrome est mis à disposition, de manière partielle et temporaire, à « **la ville** », selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

<b>Mercredis : 9h30 à 11h00</b>	<b>Piste en bois (ou béton)</b>
---------------------------------	---------------------------------

**\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.**

\*\*\*En période de vacances scolaires les horaires d'ouverture et de fermeture seront modifiés : (du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00 et le samedi sur réservation).

\*\*\*Les soirs de la semaine où ni la piste, ni la salle polyvalente ne seront occupées, nos locaux fermeront à 18h00.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> septembre 2024 et le 30 juin 2025.

**Lors des travaux de réfection de la piste prévus sur la période du mois d'octobre au mois de décembre 2024, des créneaux piste seront susceptibles d'être annulés.**

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **l'école municipale de cyclisme** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'école municipale de cyclisme** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'école municipale de cyclisme** sera tenue responsable de tous désordres et tous sinistres qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau et par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneau(x)).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de **résilier** la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une **manifestation** sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'école municipale de cyclisme** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13) ;
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur ;

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **l'école municipale de cyclisme** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée ;
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours.

### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'école municipale de cyclisme** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **l'école municipale de cyclisme** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'école municipale de cyclisme** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'école municipale de cyclisme** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire de demande de mise à disposition, au minimum un mois avant la date de son terme.

### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient

conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

### **ARTICLE 14 : ANNEXE**

La présente convention comporte une annexe :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Complexe sportif du Vélodrome.

Cette annexe fait partie intégrante de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**Toulon Provence Méditerranée**

Le Conseiller Municipal,  
Délégué au sport de plein air  
**Commune d'Hyères**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Jean-Jacques FOUQUE**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION HYERES TRIATHLON**, ayant son siège social au Vélodrome MTPM - Costebelle - Chemin de l'Ermitage - 83400 HYERES, représentée par son président Monsieur Frédéric CHAUDRON, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** »

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération n° 03/12/31/191 du 15 décembre 2003, **TPM** a reconnu l'intérêt communautaire du VELODROME et a décidé d'accepter la gestion de cet équipement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à « **l'Association** » le droit d'occuper les installations du Vélodrome sis sur le territoire de la commune de Hyères – Chemin de l'Ermitage – Costebelle – 83400 HYERES.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

L'équipement sportif du Vélodrome est mis à disposition, de manière partielle et temporaire, à **l'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Lundis : 19h00 à 20h30 Jeudis : 19h à 20h30	Piste en bois et en béton (en partage)
--	---

**\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.**

\*\*\*En période de vacances scolaires les horaires d'ouverture et de fermeture seront modifiés : (du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00 et le samedi sur réservation).

\*\*\*Les soirs de la semaine où ni la piste, ni la salle polyvalente ne seront occupées, nos locaux fermeront à 18h00.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> septembre 2024 et le 30 juin 2025.

**Lors des travaux de réfection de la piste prévus sur la période du mois d'octobre au mois de décembre 2024, des créneaux piste seront susceptibles d'être annulés.**

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **l'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tous désordres et tous sinistres qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneau(x)).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, **TPM** pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur ;
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER).

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

## **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée ;
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours.

## **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurance qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

## **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par formulaire de demande de mise à disposition, au minimum un mois avant la date de son terme.

## **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des

personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

#### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

**ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Complexe sportif du Vélodrome

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Ces deux annexes font partie intégrante de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**Toulon Provence Méditerranée**

Le Président de l'Association  
**CLUB DE TRIATHLON**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Frédéric CHAUDRON**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

**ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) ..... FREDERIC CHAUDRON, président

.....

.....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

.....

..... HYERES TRIATHLON .....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , 09/03/2024

à Hyères

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association FREDERIC CHAUDRON, président

Signature



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....  
Ci-après dénommée « **TPM** », *d'une part,*

**ET**

**L'ASSOCIATION GYMNASTIQUE VOLONTAIRE DU LYCEE JEAN AICARD**, ayant son siège social Résidence Aimar, 2 place de l'Europe 83400 HYERES, représentée par sa Présidente Madame Danielle JAUBERT, dûment autorisée, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** ». *d'autre part,*

**PREAMBULE :**

Par délibération n° 03/12/31/191 du 15 décembre 2003, **TPM** a reconnu l'intérêt communautaire du VELODROME et a décidé d'accepter la gestion de cet équipement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à l'**Association** le droit d'occuper les installations du Vélodrome sis sur le territoire de la commune de Hyères – Chemin de l'Ermitage – Costebelle – 83400 HYERES.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

L'équipement sportif du Vélodrome est mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de l'**Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Mardis : 8h30 à 11h00 Mercredis : 15h00 à 16h00 Jeudis : 10h00 à 11h00	Salle Polyvalente Tribune Bertolino
--	--

**\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.**

\*\*\*En période de vacances scolaires les horaires d'ouverture et de fermeture seront modifiés : (du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00 et le samedi sur réservation).

\*\*\*Les soirs de la semaine où ni la piste, ni la salle polyvalente ne seront occupées, nos locaux fermeront à 18h00.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> septembre 2024 et le 30 juin 2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; l'**Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau et par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneau(x)).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13) ;
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur ;
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER).

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à

disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée ;

- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours.

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par formulaire de demande de mise à disposition, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

#### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

**ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Complexe sportif du Vélodrome

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Ces deux annexes font partie intégrante de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**Toulon Provence Méditerranée**

La Présidente de l'Association  
**Gymnastique Volontaire du Lycée  
Jean Aicard**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Madame Danielle JAUBERT**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

## **ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) ..**Danielle JAUBERT, présidente de L'Association**  
**GYMNASTIQUE VOLONTAIRE DU LYCEE JEAN AICARD**  
.....  
.....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation  
.....

**GV JEAN AICARD**  
.....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,
- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.
- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , **10 juin 2024**

à **HYERES**

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

**Danielle JAUBERT**

Signature

**Jaubert**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** », *d'une part,*

**ET**

**L'ASSOCIATION CIL DE COSTEBELLE**, ayant son siège social au Vélodrome TPM, chemin de l'Ermitage, 83400 HYERES, ayant pour Présidente Madame Françoise GUIDROUX, dûment autorisée ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** » *d'autre part,*

**PREAMBULE :**

Par délibération n° 03/12/31/191 du 15 décembre 2003, **TPM** a reconnu l'intérêt communautaire du VELODROME et a décidé d'accepter la gestion de cet équipement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à l'**Association** le droit d'occuper les installations du Vélodrome sis sur le territoire de la commune de Hyères – Chemin de l'Ermitage – Costebelle – 83400 HYERES.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

L'équipement sportif du Vélodrome est mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de l'**Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

3 ème lundi du mois de 17h30 à 20h30	Salle de réunion Tribune GARNIER
--------------------------------------	-------------------------------------

**\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.**

**\*\*\*En période de vacances scolaires les horaires d'ouverture et de fermeture seront modifiés : (du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00 et le samedi sur réservation).**

**\*\*\*Les soirs de la semaine où ni la piste, ni la salle polyvalente ne seront occupées, nos locaux fermeront à 18h00.**

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour les journées suivantes :

- **Les 16/09/2024, 21/10/2024, 18/11/2024 et 16/12/2024**
- **Les 20/01/2025, 17/02/2025, 17/03/2025, 21/04/2025, 19/05/2025 et 16/06/2025**

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **l'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER).

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

## **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **l'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée ;
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours.

## **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **l'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

## **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par formulaire de demande de mise à disposition, au minimum un mois avant la date de son terme.

## **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des

personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

#### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

### **ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Complexe sportif du Vélodrome

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Ces deux annexes font partie intégrante de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Présidente de l'Association  
**CIL DE COSTEBELLE**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Madame Françoise GUIDROUX**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

**ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) .....

*Françoise Guénoux*  
*Présidente*

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

*CIL de Costebelle*

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le, *15/06/2024* à *Lupat*.

Lu et approuvé, bon pour engagement,

*Lu et approuvé*  
*Bon pour engagement*

Nom et prénom du représentant légal de l'association

*Guénoux Françoise*

Signature

*FG*

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

*d'une part,*

**ET**

**L'ASSOCIATION ROUE D'OR BRIGNOLES**, ayant son siège social : route du Val, quartier de Paris, 83170 BRIGNOLES, représentée par son Président Monsieur Yvon COEFFIC, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** »

*d'autre part,*

**PREAMBULE :**

Par délibération n° 03/12/31/191 du 15 décembre 2003, **TPM** a reconnu l'intérêt communautaire du VELODROME et a décidé d'accepter la gestion de cet équipement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à « **l'Association** » le droit d'occuper les installations du Vélodrome sis sur le territoire de la commune de Hyères – Chemin de l'Ermitage – Costebelle – 83400 HYERES.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

L'équipement sportif du Vélodrome est mis à disposition, de manière partielle et temporaire, à **l'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

<b>Lundis : 18h00 à 20h30</b> <b>Jeudis : 18h00 à 20h30</b>	<b>Piste en bois</b> <b>(en partage)</b>
--	---

**\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.**

\*\*\*En période de vacances scolaires les horaires d'ouverture et de fermeture seront modifiés : (du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00 et le samedi sur réservation).

\*\*\*Les soirs de la semaine où ni la piste, ni la salle polyvalente ne seront occupées, nos locaux fermeront à 18h00.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> septembre 2024 et le 30 juin 2025.

**Lors des travaux de réfection de la piste prévus sur la période du mois d'octobre au mois de décembre 2024, des créneaux piste seront susceptibles d'être annulés.**

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tous désordres et tous sinistres qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneau(x)).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

« **L'Association** » s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13) ;
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur ;
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER).

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée ;
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours.

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUELEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire de demande de mise à disposition, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

#### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

**ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Complexe sportif du Vélodrome

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Ces deux annexes font partie intégrante de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**Toulon Provence Méditerranée**

Le Président de l'Association  
**ROUE D'OR BRIGNOLES**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Yvon COEFFIC**

## **Contrat d'Engagement Républicain**

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

### **ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) .....

.....

.....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

.....

.....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , **12/06/2024**

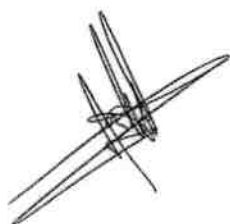
à **BRIGNOLES**

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

**Gilles Naviliat / trésorier ROB**

Signature



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du....., Ci-après dénommée « **TPM** »,

***d'une part,***

**ET**

**LE LYCEE JEAN AICARD**, ayant son siège social, 4 rue Gallieni, 83400 HYERES, représenté par le Proviseur du lycée Monsieur Thierry DUBREUCQ, dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention. Ci-après dénommée « **LE LYCEE JEAN AICARD** »,

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération n° 03/12/31/191 du 15 décembre 2003, **TPM** a reconnu l'intérêt communautaire du VELODROME et a décidé d'accepter la gestion de cet équipement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

**ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier au **LYCEE JEAN AICARD**, le droit d'occuper les installations du Vélodrome sis sur le territoire de la commune de Hyères – Chemin de l'Ermitage – Costebelle – 83400 HYERES.

**ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

L'équipement sportif du Vélodrome est mis à disposition, de manière partielle et temporaire, au « **LYCEE JEAN AICARD** », selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

<b>Les Mardis</b> <b>10, 17 et 24 septembre</b> <b>1, 8 et 15 octobre</b> <b>5 et 12 novembre</b> <b>de 14h20 à 16h30</b>	<b>Piste en bois</b>
<b>Les Vendredis</b> <b>13, 20 et 27 septembre</b> <b>4, 11 et 18 octobre</b> <b>de 13h20 à 15h30</b>	<b>Piste en bois</b>

**\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.**

**\*\*\*En période de vacances scolaires les horaires d'ouverture et de fermeture seront modifiés : (du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00 et le samedi sur réservation).**

**\*\*\*Les soirs de la semaine où ni la piste, ni la salle polyvalente ne seront occupées, nos locaux fermeront à 18h00.**

**ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

**ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour les journées suivantes :

- Les 10, 13, 17, 20, 24 et 27 septembre 2024
- les 1, 4, 8, 11, 15 et 18 octobre 2024
- les 5 et 12 novembre 2024

Lors des travaux de réfection de la piste prévus sur la période du mois d'octobre au mois de décembre 2024, des créneaux piste seront susceptibles d'être annulés.

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; le **LYCEE JEAN AICARD** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

Le **LYCEE JEAN AICARD** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

Le **LYCEE JEAN AICARD** sera tenu responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, **TPM** pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

Le **LYCEE JEAN AICARD** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13) ;
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur ;

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **le LYCEE JEAN AICARD** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée ;
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours.

### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**Le LYCEE JEAN AICARD** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **le LYCEE JEAN AICARD** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**Le LYCEE JEAN AICARD** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **Le LYCEE JEAN AICARD** devra solliciter son renouvellement, par formulaire de demande de mise à disposition, au minimum un mois avant la date de son terme.

### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère

personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

#### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

**ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXE**

La présente convention comporte une annexe :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Complexe sportif du Vélodrome

Cette annexe fait partie intégrante de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**Toulon Provence Méditerranée**

Le Proviseur  
**Du Lycée Jean AICARD**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Thierry DUBREUCQ**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés **constitutionnellement** reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

## ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) Thierry DUPREUCQ

Président

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

Association sportive du lycée Jean Aicard

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

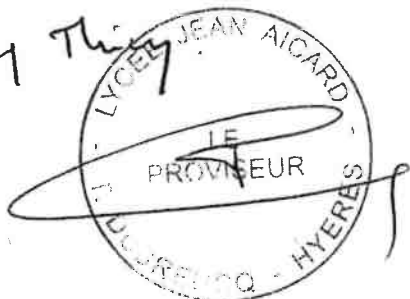
Le, 6 juin 2024

à Hyères

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Lu et approuvé, bon pour engagement  
Nom et prénom du représentant légal de l'association

Signature



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n° ..... du .....  
Ci-après dénommée « **TPM** », *d'une part,*

**ET**

**L'ASSOCIATION OLYMPIQUE CYCLO CLUD ANTIBES**, ayant son siège social au 495, chemin des Eucalyptus – BP 30053 – 06602 ANTIBES CEDEX, représentée par son Président Monsieur Dominique HERCKEL, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** » *d'autre part,*

**PREAMBULE :**

Par délibération n° 03/12/31/191 du 15 décembre 2003, **TPM** a reconnu l'intérêt communautaire du VELODROME et a décidé d'accepter la gestion de cet équipement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **l'Association** le droit d'occuper les installations du Vélodrome sis sur le territoire de la commune de Hyères – Chemin de l'Ermitage – Costebelle – 83400 HYERES.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

L'équipement sportif du Vélodrome est mis à disposition, de manière partielle et temporaire, à « **l'Association** », selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

<b>Samedis : 10h00 à 13h00</b>	<b>Piste en bois (en partage)</b>
--------------------------------	---------------------------------------

**\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.**

**\*\*\*En période de vacances scolaires les horaires d'ouverture et de fermeture seront modifiés : (du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00 et le samedi sur réservation).**

**\*\*\*Les soirs de la semaine où ni la piste, ni la salle polyvalente ne seront occupées, nos locaux fermeront à 18h00.**

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> septembre 2024 et le 30 juin 2025.

**Lors des travaux de réfection de la piste prévus sur la période du mois d'octobre au mois de décembre 2024, des créneaux piste seront susceptibles d'être annulés.**

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tous désordres et tous sinistres qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneau(x)).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13) ;
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur ;
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER).

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée ;
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours.

### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par formulaire de demande de mise à disposition, au minimum un mois avant la date de son terme.

### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient

conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

#### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

### **ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Complexe sportif du Vélodrome

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Ces deux annexes font partie intégrante de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**Toulon Provence Méditerranée**

Le Président de l'Association  
**Olympique Cyclo Club Antibes**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Dominique HERCKEL**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».


Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.



## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

### ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) .....

.....HERCEL Dominique.....

.....Président OCCANTIBES.....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

.....OCCANTIBES - FFC.....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le 5 juin 2024 à ANTIBES.

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

HERCEL Dominique

Signature



**OLYMPIQUE CYCLO CLUB d'ANTIBES**  
Stade Gilbert Auvergne  
495 Chemin des Eucalyptus  
BP 30053  
06600 ANTIBES - CEDEX  
occantibes06@gmail.com

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION HYERES KRAV MAGA**, ayant son siège social, 2 rue Pierre Moulis - 83400 HYERES, représentée par son Président Monsieur Stéphane VITALIS dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** »,

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération n° 03/12/31/191 du 15 décembre 2003, **TPM** a reconnu l'intérêt communautaire du VELODROME et a décidé d'accepter la gestion de cet équipement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier au **l'Association** le droit d'occuper les installations du Vélodrome sis sur le territoire de la commune de Hyères – Chemin de l'Ermitage – Costebelle – 83400 HYERES.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

L'équipement sportif du Vélodrome est mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **l'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

<b>Vendredis : 12h00 à 13h30</b>	<b>Salle polyvalente Tribune BERTOLINO</b>
<b>Lundis : 18h00 à 20h30 Mercredis : 18h00 à 20h30</b>	<b>Salle de gym Tribune GARNIER</b>

**\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.**

\*\*\*En période de vacances scolaires les horaires d'ouverture et de fermeture seront modifiés : (du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00 et le samedi sur réservation).

\*\*\*Les soirs de la semaine où ni la piste, ni la salle polyvalente ne seront occupées, nos locaux fermeront à 18h00.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> septembre 2024 et le 30 juin 2025.

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **l'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13) ;
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur ;
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER).

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **l'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées.
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés).
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours.

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **l'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par formulaire de demande de mise à disposition, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel,

et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

#### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

**ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Complexe sportif du Vélodrome

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Ces deux annexes font partie intégrante de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**Toulon Provence Méditerranée**

Le Président  
**Association HYERES KRAV MAGA**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Stéphane VITALIS**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.



## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

**ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) ..... *Stéphane Vihlès, président*  
..... *de l'association HYERES KRAI NATA* .....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

..... *HYERES KRAI NATA* .....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , *04/06/2024* à *HYERES*


Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

Signature

*Lu et approuvé, bon pour engagement*

*Stéphane Vihlès, président*



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du....., Ci-après dénommée « **TPM** »,

***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION VELO SPORT SEYNOIS**, ayant son siège social au 530, chemin Poussarague – 83190 OLLIOULES, représentée par son Président Monsieur Christian LAZARINI, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** »

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération n° 03/12/31/191 du 15 décembre 2003, **TPM** a reconnu l'intérêt communautaire du VELODROME et a décidé d'accepter la gestion de cet équipement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **l'Association** le droit d'occuper les installations du Vélodrome sis sur le territoire de la commune de Hyères – Chemin de l'Ermitage – Costebelle – 83400 HYERES.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

L'équipement sportif du Vélodrome est mis à disposition, de manière partielle et temporaire, à « **l'Association** », selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

<b>Vendredis : 18h00 à 20h30</b> <b>2eme et 3eme Mardi : 18h00 20h30</b> <b>2eme et 3eme Samedis : 14h00 à 16h30</b>	<b>Piste en bois</b> <b>(en partage)</b>
--	---

**\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.**

\*\*\*En période de vacances scolaires les horaires d'ouverture et de fermeture seront modifiés : (du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00 et le samedi sur réservation).

\*\*\*Les soirs de la semaine où ni la piste, ni la salle polyvalente ne seront occupées, nos locaux fermeront à 18h00.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> septembre 2024 et le 7 juillet 2025.

**Lors des travaux de réfection de la piste prévus sur la période du mois d'octobre au mois de décembre 2024, des créneaux piste seront susceptibles d'être annulés.**

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tous désordres et tous sinistres qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneau(x)).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13) ;
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur ;
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER).

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée ;
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours.

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par formulaire de demande de mise à disposition, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient

conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

#### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

### **ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Complexe sportif du Vélodrome

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Ces deux annexes font partie intégrante de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**Toulon Provence Méditerranée**

Le Président de l'Association  
**Vélo Sport Seynois**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Christian LAZARINI**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

### **ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) LAZARINI Christian

Président du Vélo Sport Seynois

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

Vélo Sport Seynois

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , 14/06/2024

à La Seyne sur Mer

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association LAZARINI Christian

Signature



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son **Président** en exercice, Monsieur Jean Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

*d'une part,*

**ET**

**LE COMITE REGIONAL REGION SUD PACA**, ayant son siège social au 184 Avenue des Poilus – 13013 MARSEILLE, représenté par son **Président** Monsieur Christian LAZARINI, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **Le Comité** »

*d'autre part,*

**PREAMBULE :**

Par délibération n° 03/12/31/191 du 15 décembre 2003, **TPM** a reconnu l'intérêt communautaire du VELODROME et a décidé d'accepter la gestion de cet équipement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier **au Comité** le droit d'occuper les installations du Vélodrome sis sur le territoire de la commune de Hyères – Chemin de l'Ermitage – Costebelle – 83400 HYERES.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

L'équipement sportif du Vélodrome est mis à disposition, de manière partielle et temporaire, au « **Comité** », selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

<b>Mercredis de octobre 2024 à février 2025 : 14h00 à 18h00 1er Samedi du mois : 14h à 16h30</b>	<b>Piste en bois (en partage)</b>
--	---------------------------------------

**\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.**

\*\*\*En période de vacances scolaires les horaires d'ouverture et de fermeture seront modifiés : (du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00 et le samedi sur réservation).

\*\*\*Les soirs de la semaine où ni la piste, ni la salle polyvalente ne seront occupées, nos locaux fermeront à 18h00.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> septembre 2024 et le 30 juin 2025.

**Lors des travaux de réfection de la piste prévus sur la période du mois d'octobre au mois de décembre 2024, des créneaux piste seront susceptibles d'être annulés.**

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **Le Comité** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**Le Comité** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**Le Comité** sera tenu responsable de tous désordres et tous sinistres qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneau(x)).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, **TPM** pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**Le Comité** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13) ;
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur ;
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER).

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **Le Comité** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée ;
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours.

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**Le Comité** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **Le Comité** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**Le Comité** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUELEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **Le Comité** devra solliciter son renouvellement, par formulaire de demande de mise à disposition, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère

personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

#### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
  - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9
- Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

### **ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Complexe sportif du Vélodrome

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal **du Comité**.

Ces deux annexes font partie intégrante de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**Toulon Provence Méditerranée**

Le Président  
**Comité Régional Région Sud PACA**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Christian LAZARINI**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

## **ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) LAZARINI Christian, Président

.....

.....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

..... Comité Régional Provence Alpes Côte d'Azur FFC.....

.....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , 14/06/2024

à Hyères

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

LAZARINI Christian

Signature



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** », *d'une part,*

**ET**

**L'ASSOCIATION VOLLEY CLUB HYERES PIERREFEU LA LONDE** , ayant son siège social au Gymnase de Costebelle - 83400 HYERES, représentée par sa Présidente Madame Michèle DELCOURTE, dûment autorisée, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** » *d'autre part,*

**PREAMBULE :**

Par délibération n° 03/12/31/191 du 15 décembre 2003, **TPM** a reconnu l'intérêt communautaire du VELODROME et a décidé d'accepter la gestion de cet équipement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Désormais gestionnaire de cet équipement la METROPOLE Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à l'**Association** le droit d'occuper les installations du Vélodrome sis sur le territoire de la commune de Hyères – Chemin de l'Ermitage – Costebelle – 83400 HYERES.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

L'équipement sportif du Vélodrome est mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de l'**Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

<b>Lundis : 18h30 – 20h00</b> <b>Mardis : 17h – 18h30</b> <b>Mercredis : 19h – 20h30</b>	<b>Salle de Musculation</b> <b>Tribune Garnier</b>
--	---

**\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.**

\*\*\*En période de vacances scolaires les horaires d'ouverture et de fermeture seront modifiés: (du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00 et le samedi sur réservation).

\*\*\*Les soirs de la semaine où ni la piste, ni la salle polyvalente ne seront occupées, nos locaux fermeront à 18h00.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 1er septembre 2024 et le 30 juin 2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; l'**Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau et par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneau(x)).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur ;
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER).

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **l'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques

- données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée ;
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours.

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par formulaire de demande de mise à disposition, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel,

et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin

d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment **directement** :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

**ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Complexe sportif du Vélodrome

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Ces deux annexes font partie intégrante de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**Toulon Provence Méditerranée**

La Présidente de l'Association  
**VOLLEY CLUB HYERES  
PIERREFEU LA LONDE**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Madame Michèle DELCOURTE**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

## **ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) ..Olivier DELAPORTE, vice-président et secrétaire général du VCHPL

.....  
.....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

.....

.....Volley Club Hyères Pierrefeu La Londe.....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , 14/06/24

à Hyères

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

Olivier DELAPORTE

Signature



**VOLLEY CLUB HYERES  
PIERREFEU - LA LONDE  
VCHPL**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**DU VELODROME TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

*d'une part,*

**ET**

**L'ASSOCIATION SHEN WING CHUN HYERES**, ayant son siège social au, 18 rue de Brest, 83400 HYERES, représentée par son Président Monsieur Benoît NORYNBERG, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** »,

*d'autre part,*

**PREAMBULE :**

Par délibération n° 03/12/31/191 du 15 décembre **TPM** a reconnu l'intérêt communautaire du VELODROME et a décidé d'accepter la gestion de cet équipement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Désormais gestionnaire de cet équipement la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à l'**Association** le droit d'occuper les installations du Vélodrome sis sur le territoire de la commune de Hyères – Chemin de l'Ermitage – Costebelle – 83400 HYERES.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

L'équipement sportif du Vélodrome est mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de l'**Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

<p><b>Mercredis : 13h00 à 15h00</b> <b>Mardis : 17h00 à 18h00</b></p> <p><b>Mercredis : 13h00 à 15h00</b> <b>Vendredis : 17h à 20h30</b> <b>Jeudis : 19h à 20h30</b></p>	<p><b>Salle Polyvalente</b> <b>Tribune Bertolino</b></p> <p><b>Salle de Gym</b> <b>Tribune Garnier</b></p>
--	--

**\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.**

\*\*\*En période de vacances scolaires les horaires d'ouverture et de fermeture seront modifiés : (du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00 et le samedi sur réservation).

\*\*\*Les soirs de la semaine où ni la piste, ni la salle polyvalente ne seront occupées, nos locaux fermeront à 18h00.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> septembre 2024 et le 30 juin 2025.

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau et par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneau(x)).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13) ;
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur ;
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER).

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **l'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée ;
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours.

### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **l'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par formulaire de demande de mise à disposition, au minimum un mois avant la date de son terme.

### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel,

et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

#### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

**ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Complexe sportif du Vélodrome

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Ces deux annexes font partie intégrante de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de la Métropole  
**Toulon Provence Méditerranée**

Le Président de l'Association  
**SHEN WING CHUN HYERES**

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Benoît NORYNBERG**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives **décident** de leur apporter un soutien **financier** ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'**administration**, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

## **ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) S M A L - B O N S I G N O R E O l i v i e r.....

A p p r e n t i E d u c a t e u r S p o r t i f.....

.....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

.....

S H E N W I N G C H U N H y è r e s.....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le ,

1 4 / 0 5 / 2 0 2 4

à

H y è r e s

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Lu et approuvé, bon pour engagement

Nom et prénom du représentant légal de l'association

N o r y n b e r g B e n o î t

Signature





**REGLEMENT INTERIEUR  
DU VELODROME  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

# TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

## ARTICLE 1 : APPLICATION DU REGLEMENT INTERIEUR

Le règlement intérieur est applicable sur l'ensemble du domaine foncier du Vélodrome, chemin de l'Ermitage 83400 Hyères-les-Palmiers. Les installations sont gérées et administrées par la Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM).

Le présent règlement intérieur, définit les règles d'utilisation des équipements permettant la pratique d'activités sportives et de loisirs.

Il a pour but d'assurer la sécurité et s'applique à l'ensemble des usagers qui utilisent le Vélodrome et qui dans la pratique de leurs activités personnelles, veilleront à ne pas nuire à la tranquillité, à la salubrité et à la sécurité d'autrui et fixe les prescriptions relatives à l'intégrité des biens meubles et immeubles afin de garantir que le patrimoine collectif ne soit pas dégradé ou détérioré.

## ARTICLE 2 : DESIGNATION DES INSTALLATIONS

Le Vélodrome TPM type PA-X-L 1ère catégorie se compose principalement de :

- Une piste cycliste en bois (250 m)
- Une piste cycliste en béton (110m)
- Un poste de contrôle course
- Un espace coureur
- Une tribune « J. BERTOLINO » de 700 places
- Une tribune « F. GARNIER » de 600 places
- 19 boxes de rangement
- Une salle polyvalente (83 m2)
- Une salle de boxe (60 m2)
- Une salle de musculation (80 m2)
- Une salle de réunion (60 m2)
- Une infirmerie
- 4 vestiaires
- Une buvette extérieure
- Plusieurs bureaux et locaux divers (sanitaires, techniques...)
- 1 ascenseur PMR (tribune F. GARNIER)
- 3 parkings : parking keirin 23 places, parking omnium 49 places et parking sprint 61 places

Bâtiment sous alarme anti-intrusion et sous vidéo-surveillance.

# TITRE II : CONDITIONS D'UTILISATION DES INSTALLATIONS

## ARTICLE 1 : PERIODES D'OUVERTURES ET HORAIRES

Pour les bureaux :

- du lundi au vendredi de 8h à 18h00
- le samedi de 8h à 12h

Pour les espaces sportifs et boxes :

- du lundi au vendredi de 8h à 21h
- le samedi de 8h à 12h

Certaines manifestations exceptionnelles pourront faire l'objet d'aménagements horaires.

Les installations sportives sont fermées les jours fériés. Cependant des ouvertures ponctuelles et exceptionnelles peuvent être accordées sur demande écrite adressée au Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

L'accès aux installations sportives est exclusivement réservé aux membres de l'association ou de l'organisme ayant fait l'objet d'une mise à disposition annuelle ou temporaire. Les membres de l'association seront encadrés par un responsable adulte qui pourra témoigner de leur appartenance et s'occupera des bonnes conditions de fonctionnement de l'activité.

## ARTICLE 2 : ACCES ET MISE A DISPOSITION

Seuls les utilisateurs ayant fait une demande écrite auprès de TPM de mise à disposition d'une des installations sportives (associations sportives, civiles, établissements scolaires et universitaires, comités des différentes fédérations régulièrement déclarés, comités d'entreprises ou éventuellement athlètes déclarés licenciés, équipes sportives professionnelles ou autres) et ayant obtenu une autorisation peuvent y avoir accès.

### ARTICLE 2.1 : Procédure de mise à disposition annuelle

Toute demande d'utilisation des structures de manière régulière et périodique doit se faire par écrit au plus tard le 15 juin lors de chaque nouvelle saison sportive (de

septembre à juin) à l'attention de Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Les demandes d'utilisation s'inscrivent dans un calendrier annuel.

L'utilisation des structures du Vélodrome devra faire l'objet d'une convention d'occupation temporaire signée par les représentants des deux parties à la convention.

En cas d'absences répétées (trois absences), l'association (ou club) qui bénéficie de l'attribution d'un créneau horaire sur le Vélodrome, se verra automatiquement retirer celui-ci.

## ARTICLE 2.2 : Procédure de mise à disposition ponctuelle

Pour les demandes de mises à disposition ponctuelles, (après l'accord de principe obtenu deux mois avant la manifestation), elles doivent faire l'objet d'une demande écrite au moins un mois avant l'utilisation projetée, accompagnée du formulaire manifestations sportives accessible sur le site internet de TPM.

Pour toutes les demandes, le service instructeur doit avoir connaissance de :

- L'objet et la nature de la manifestation
- La qualité du demandeur ;
- Le nombre approximatif d'usagers ;
- La nature des infrastructures réservées ;
- Le nombre et la nature des matériels sportifs demandés ;
- Les coordonnées du prestataire intervenant sur le Vélodrome le cas échéant.

La mise à disposition de l'installation par TPM entraîne une acceptation sans réserve du présent règlement.

L'association, le regroupement ou les personnes morales ou physiques, bénéficiaire d'une mise à disposition, ne peuvent en aucun cas rétrocéder l'usage de l'installation à un tiers.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, peut en cas de circonstances exceptionnelles (intempéries, travaux, entretien divers) et pour des raisons de sécurité publique modifier temporairement et unilatéralement le calendrier d'utilisation de l'installation et même en interdire l'accès.

Un panneau apposé à l'entrée de l'installation et éventuellement un courrier informeront les utilisateurs des modifications éventuelles.

Aucune modification unilatérale du calendrier n'ouvre droit, ni à une indemnisation, ni à une compensation auprès des utilisateurs concernés

## ARTICLE 2.3 : Encadrement

Le Vélodrome ne pourra être utilisé sans la présence d'un professeur E.P.S, ou pour les associations, d'un responsable d'équipe ou de section désigné par le président de chacune d'elles.

Les différents responsables devront prendre connaissance des consignes générales de sécurité, du lieu de l'infirmerie avec téléphone d'urgence, des issues de secours, des itinéraires, des consignes particulières et s'engagent à les respecter.

Ils devront en outre respecter et faire respecter le présent règlement aux membres du groupe dont ils ont la charge.

En début de chaque année scolaire, les établissements scolaires devront fournir l'identité des professeurs d'éducation physique et sportive.

Le Président de l'association devra s'assurer que l'encadrement des disciplines sportives pratiquées est assuré par des éducateurs qualifiés diplômés et en nombre suffisant par rapport au nombre de licenciés présents par créneau horaire attribué. Aussi, Les associations devront faire connaître l'identité du ou des responsables à chaque entraînement, et ces personnes devront fournir un document attestant de leur capacité à encadrer (B.E - D.E ...) Il est rappelé que nul ne peut donner de leçons particulières d'éducation physique ou initiation sportive, sans autorisation.

TPM se réserve le droit de demander la communication des diplômes et brevets auprès de chaque structure associative.

## ARTICLE 3 : COMPETITIONS ET MANIFESTATIONS

La demande de mise à disposition occasionnelle et exceptionnelle s'effectue comme suit :

- Etape 1 : Deux mois minimum avant la manifestation : Contacter le Vélodrome afin de connaître les disponibilités
- Etape 2 : Deux mois minimum avant la manifestation : Télécharger et imprimer le formulaire "demande d'autorisation pour l'organisation de manifestation sur un équipement sportif de TPM"
- Etape 3 : Un mois minimum avant la manifestation : Renvoyer le formulaire "manifestations sportives" complété et accompagné des pièces demandées et du courrier de demande de mise à disposition à adresser à l'attention de Monsieur le Président de TPM.

La demande de mise à disposition devra être renseignée concernant la nature de la manifestation, le nombre de participants, le public attendu...

- Etape 4 : Un mois minimum avant la manifestation : Analyse de la demande et réponse par mail et courrier de la part de la direction des sports de TPM et convocation sur site en cas de réponse positive.
- Etape 5 : 15 jours avant la manifestation : En fonction du nombre d'utilisateurs et de spectateurs attendus, une réunion sécurité pourra être organisée sur le site avec le responsable du Vélodrome.

En cas d'annulation de la manifestation, le demandeur est prié de prévenir la Direction des sports afin de pouvoir réaffecter les moyens réservés à d'autres organismes.

Avant chaque manifestation, une visite des lieux contradictoire, en présence de l'agent de surveillance et du responsable utilisateur sera faite. Cette visite donnera lieu à des observations sur le cahier de service constatant d'éventuelles détériorations.

Aussitôt après la manifestation, une nouvelle visite aura lieu dans les mêmes conditions afin de préciser les éventuels dégâts, constatés par l'agent de surveillance, effectués par l'utilisateur.

A l'occasion d'une manifestation de grande envergure, le Vélodrome pourra être ouvert au public une demi-heure avant l'heure du début de la manifestation. Il peut l'être plus tôt selon la réglementation en vigueur sur demande de l'organisateur et après accord de la Direction des sports de TPM.

Il est interdit de laisser entrer les spectateurs par d'autres portes que celles réservées au public.

Les Présidents d'associations et dirigeants sont responsables de la conduite de leurs membres aussi bien sur les aires de jeux que dans les locaux (vestiaires, couloirs...) mais également de la bonne tenue du public lors des entraînements et des compétitions.

L'organisateur doit assurer la sécurité de la manifestation et veiller à son bon déroulement. A ce titre, l'organisateur est tenu d'assurer la présence d'un médecin ou d'une équipe de secouristes pour toute la durée de la manifestation.

L'organisateur est responsable de la sécurité à l'intérieur du Vélodrome et dans ses abords immédiats. Il doit, en conséquence, prendre toutes les dispositions nécessaires à titre préventif afin que d'éventuels incidents ou accidents ne se produisent.

Sur place, un dispositif de sécurité et un service d'ordre devront être installés pour répondre aux cas d'urgence (incendie, désordre, mouvement de panique...) nécessitant l'intervention de professionnels.

En cas de besoin, les secours doivent être sollicités par les organisateurs de la manifestation qui doivent en informer le PC sécurité. Les frais éventuels demeurent à la charge de l'organisateur.

L'organisateur des rencontres ne doit en rien modifier les dispositions d'accueil et d'évacuation du public ; en particulier, toutes les issues permettant l'évacuation rapide devront être placées sous le contrôle d'un agent de TPM qui disposera des clés et se tiendra en permanence à proximité de ces issues pendant toute la durée de présence du public.

Il incombe aux clubs organisateurs de communiquer, avant toute manifestation, à TPM le dispositif qui sera mis en place en termes de moyens de prévention et de secours.

Pour des raisons de sécurité ou si des vices dans l'organisation de la manifestation venaient à être constatés, Monsieur le Président de TPM se réserve le droit d'interdire le déroulement de la manifestation, même annoncée au public, sans que ceci puisse ouvrir droit à dédommagement.

#### ARTICLE 3.1 : Buvettes

L'ouverture temporaire d'un débit de boisson est subordonnée à une autorisation de TPM et le débitant devra effectuer une déclaration en mairie.

Le matériel mis à disposition devra être utilisé conformément à sa destination. Il ne pourra être transporté sur un autre lieu.

Aucune manipulation des installations fixes n'est autorisée (eau, chauffage, éclairage). En cas d'installations supplémentaires d'appareils, d'éclairages, de sonorisation, l'utilisateur devra se conformer aux prescriptions techniques et répondre aux normes de sécurité prévues pour les établissements recevant du public.

Les utilisateurs devront veiller à ce qu'en aucun cas, le bruit ne puisse gêner les habitants du quartier.

Le nettoyage de la buvette est à la charge de l'association utilisatrice qui devra restituer les lieux dans l'état où elle les aura trouvés à son arrivée.

Les utilisateurs sont responsables de tous les dégâts directs ou indirects qu'ils pourront occasionner ou laisser occasionner ainsi que des accidents ou des troubles

causés du fait des personnes présentes dans l'enceinte de l'établissement aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du bâtiment.

La personne responsable désignée sur la demande d'autorisation de buvette, s'engage à payer le montant des dégradations qui auraient été commises, ceci sur simple courrier qui lui sera adressé. Par ailleurs, l'association organisatrice devra justifier, au moins 48 heures avant la manifestation, d'une assurance garantissant les risques et responsabilités qu'ils peuvent encourir du fait de l'utilisation de la buvette.

Il est rappelé que les bouteilles et contenants en verre sont prohibés.

#### RAPPEL DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR :

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Monsieur le Maire une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

#### ARTICLE 3.2 : Publicité

TPM autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du Vélodrome aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- TPM se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

L'organisateur s'engage ainsi à :

- solliciter par écrit TPM pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du Vélodrome;
- demander à TPM son autorisation pour chaque saison sportive ;
- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels TPM aura donné son autorisation ;
- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

A tout moment la Métropole se réserve le droit de faire enlever les panneaux publicitaires dans le cadre de manifestations exceptionnelles ou pour préserver l'intérêt général.

#### ARTICLE 3.3 : Billetterie

L'organisateur peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum un mois avant la date de la manifestation, TPM de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

L'organisateur devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. TPM décline toute responsabilité en cas de vol.

Il ne pourra être vendu ou distribué par l'organisateur un nombre de billets supérieur à celui du nombre de places prévu dans les tribunes et déterminé par la Commission de Sécurité.

#### ARTICLE 3.4 : Redevances et taxes

Toutes les taxes et impôts afférents aux spectacles et manifestations ainsi que les droits d'auteur seront acquittés par les organisateurs.

#### ARTICLE 4 : INTERDICTIONS

L'accès au Vélodrome sportif est strictement interdit :

- Aux personnes en état d'ébriété,
- Aux personnes ayant une tenue inappropriée,

- A toutes personnes dont le comportement pourrait porter atteinte à la tranquillité, aux bonnes mœurs ou au travail des groupes en activité,
- Aux animaux, même muselés et tenus en laisse et autres précautions,
- Aux groupes ou associations non prévus sur les plannings d'utilisation.

Dans l'enceinte du Vélodrome sont interdits :

- 1 Les réunions, discussions ou propagande d'ordre politique, philosophique, ou confessionnel,
- 2 Les paris et jeux d'argents,
- 3 Les appareils automatiques type machine à sous,
- 4 Les jets de débris, de détritus ou de tout objet quelconque, ailleurs que dans les poubelles prévues à cet effet,
- 5 Les quêtes sauf autorisation,
- 6 La distribution de tracts ou de prospectus à caractère non sportif,
- 7 De coller des avis ou affiches etc., quel qu'en soit le caractère,
- 8 Tous les animaux, même les chiens muselés et tenus en laisse. Toutefois sont autorisés les chiens utilisés par les autorités policières ou par des agences de sécurité agréées à des fins de surveillance,
- 9 De fumer dans l'enceinte de l'établissement et sur son parvis,
- 10 La vente de boissons alcoolisées, la publicité par haut-parleur, les bals, banquets, lotos, kermesses, tombolas, arbre de Noël, sauf autorisations ponctuelles prévus par les textes ou accordées par TPM,
- 11 Aux personnes de pénétrer sur les aires sportives non munies de chaussures de sports conformes et en parfait état de propreté,
- 12 D'entreposer du matériel dans les halls, couloirs, salles et devant les sorties de secours,
- 13 D'apporter des modifications à l'aspect et à l'usage des installations,
- 14 Aux spectateurs de pénétrer sur les aires de pratique sportive,
- 15 La fabrication et la consommation de repas dans ces installations hormis à la buvette,
- 16 D'introduire des bouteilles ou gobelets en verre dans l'établissement,
- 17 Toute atteinte aux fleurs, arbustes, arbres, clôtures, piliers..., à toute installation ou ouvrage faisant partie du Vélodrome.
- 18 De marcher dans les espaces verts du site,
- 19 De circuler dans l'enceinte de l'équipement sportif en automobile, motocyclette, scooter et autres engins motorisés. Les véhicules motorisés devront obligatoirement être garés aux emplacements prévus à cet effet au sein des parkings du site,

# TITRE III : MESURES DE SECURITE

## ARTICLE 1 : SECOURS ET SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS

La Métropole s'engage, par la présence permanente d'un agent pendant les heures d'ouverture, à assurer :

- Accueil et information des usagers,
- La sécurité du site,
- Le bon fonctionnement du matériel mis à disposition,
- L'accessibilité et l'hygiène des locaux,
- L'accès et la fermeture du site.

Le personnel encadrant de chaque structure accueillie est dans l'obligation de détenir une trousse de 1<sup>er</sup> secours par groupe constitué, de connaître le plan général d'évacuation du site et les espaces interdits au public.

Le public est tenu de se conformer aux consignes du personnel du Vélodrome et de respecter l'ensemble des textes règlementaires de portée générale ou spécifique pour les activités pratiquées.

Une infirmerie est disponible dans l'enceinte du Vélodrome.

Tout accident doit être signalé au personnel permanent afin qu'il puisse avertir et/ou organiser les secours.

Tout groupe, qu'il s'agisse d'une structure publique ou privée doit avoir un responsable qui s'assurera du respect du présent règlement intérieur par les publics qu'il représente.

Le responsable devra prendre les mesures propres à assurer la sécurité des participants et le respect des autres groupes.

## ARTICLE 2 : SECURITE INCENDIE

L'ensemble des utilisateurs du site devra respecter les consignes de sécurité spécifiques qui peuvent être indiquées dans un bâtiment ou une partie du Vélodrome.

Il s'agit de :

- Prendre connaissance des plans d'évacuation et emplacements d'extincteurs dans la zone de pratique utilisée.
- Laisser libre les sorties de secours, cages d'escalier et accès aux locaux techniques et équipements de sécurité
- Signaler immédiatement, selon les procédures d'urgence en vigueur, tout incident, accident, anomalie, présence ou comportement anormal constatés, pouvant représenter un danger ou une menace

### ARTICLE 3 : CIRCULATION ET STATIONNEMENT

La circulation des véhicules à moteur autres que les véhicules de secours, de maintenance des équipements de sécurité et de service du Vélodrome est interdite au-delà des limites de stationnement. Des dérogations pourront être accordées par le personnel du Vélodrome, sur demande expresse des utilisateurs, afin de faciliter le bon déroulement des accueils des différentes structures.

En dehors des véhicules de service, de secours et de lutte contre les incendies, la vitesse autorisée est de 30 km heure.

Saut dérogation particulière, les règles de circulation applicables sur le site sont celles édictées par le code de la route.

Tout stationnement est strictement interdit en dehors des espaces aménagés ou signalés à cette fin. Tout véhicule stationné reste sous la garde juridique de son utilisateur.

# TITRE IV : DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU SITE

## ARTICLE 1 : PISTE

Tout utilisateur doit être en possession d'un vélo de piste et être muni d'un casque conforme au Code du sport, aux dispositions réglementaires en vigueur avec marquage C.E et de chaussures de cyclisme ou de sport. Le tout en bon état de fonctionnement. Il est recommandé de porter des gants

L'utilisation de la piste est autorisée uniquement :

- par la direction du vélodrome de TPM et suivant son accord donné par **écrit**.
- lors de la présence d'un agent de surveillance de la Métropole sur le site

L'agent de surveillance de TPM veille sur l'équipement et se réserve le droit d'exclure un utilisateur en cas de non-respect des règles d'utilisation des infrastructures.

Lorsque différents types d'utilisateurs (clubs) sont présents en même temps sur la piste, il est demandé aux responsables d'activités, in situ, de procéder à une concertation pour organiser de manière sécuritaire les différents niveaux de pratique ou type d'activités de piste.

En présence d'un « chef de piste » (personnel habilité métropolitain exclusivement), les responsables d'activités devront l'informer au préalable de leurs activités, pour qu'il les organise en sécurité.

**10 personnes maximum débutantes** évoluant simultanément sur la piste.

**30 personnes maximum expérimentées** évoluant simultanément sur la piste.

Le sens de conduite est le sens inverse des aiguilles d'une montre.

Avant de s'élancer sur la piste, il est indispensable de s'assurer que cette dernière est libre. Tout dépassement s'effectue par la droite.

Tout changement de trajectoire se fait après avoir vérifié derrière soi que personne ne sera gêné ou ne s'apprête à doubler.

Toute sortie de piste s'effectue après avoir vérifié derrière soi que personne ne sera gêné, en se rapprochant de la côte d'azur et en libérant rapidement la piste. La zone de sécurité (sous la côte d'azur) doit être évacuée le plus vite possible.

Le stationnement n'y est pas autorisé.

Il est indispensable d'adapter sa vitesse conséquente dans les virages en fonction de l'inclinaison de la piste, afin d'éviter de glisser.

Le coureur qui mène le peloton choisit sa trajectoire, le coureur qui suit juste derrière place sa roue avant légèrement au-dessous de la roue arrière du coureur qui mène, afin d'éviter d'être balayé par le coureur qui va passer le relai en s'écartant vers le haut de la piste.

Une grande attention est de rigueur, afin de savoir ce qui se passe autour de soi et de pouvoir réagir rapidement à chaque situation.

Lorsque l'utilisateur cycliste est **seul** sur la piste, il est impératif que :

- Celui-ci soit formé à la sécurité et aux techniques de pratique du vélo sur piste. Le niveau d'expertise du cycliste devra être validé par un agent métropolitain de la direction du vélodrome spécialiste de la discipline.
- D'être autorisé par la direction du vélodrome (une liste sera établie en septembre de chaque année par cette dernière à cet effet).

Le public n'est pas autorisé à accéder à la piste et son aire centrale, sauf autorisation de la part de la direction du vélodrome.

L'utilisation de motocyclettes sur la piste doit faire l'objet d'une demande **écrite** spécifique à la direction des sports de TPM.

Elle est autorisée sous les conditions suivantes :

- Avoir l'autorisation **écrite** de la direction du vélodrome.
- Motocyclette adaptée à la piste et en bon état de fonctionnement (état de marche et sécuritaire de l'engin motorisé).
- Port du casque et de gants aux normes de sécurité en vigueur pour motocyclette, obligatoire pour les pilotes.
- Il sera souscrit un contrat d'assurance pour le(s) motocyclette(s) nécessaire à la couverture de leur activité (attestation valide à fournir annuellement à la direction du vélodrome et avec le courrier de demande).
- Les conducteurs des motocyclettes devront être en règle avec le code de la route : être détenteur du permis de conduire adapté au véhicule et avoir 18 ans au minimum (copie du permis de conduire en cours de validité et carte d'identité à fournir pour chaque conducteur à fournir dans le courrier de demande).

L'utilisation de motocyclette lors d'entraînement ou de manifestation est sous l'entière responsabilité du responsable de l'activité et/ou de l'organisateur de la manifestation.

En cas d'intempéries ou d'évènements divers, il appartiendra au responsable de site de juger de la praticabilité de la piste et éventuellement d'en interdire l'accès.

## ARTICLE 2 : VESTIAIRES

Le passage au vestiaire est obligatoire pour changer de chaussures et pour y déposer ses affaires. Ils sont les seuls lieux appropriés pour changer de vêtements.

## ARTICLE 3 : SALLE DE MUSCULATION

Les chaussures de villes sont interdites. Chaussures de sport propres obligatoires. Présence, obligatoire, in situ du responsable d'activité désigné à la direction du vélodrome.

Effectif minimum pour utiliser la salle de musculation : 2 personnes

Effectif maximal de personnes admises dans la salle : **8 personnes +1 encadrant**

## ARTICLE 4: SALLE POLYVALENTE (tribune BERTOLINO)

Chaussures de sport propres obligatoires.

Présence obligatoire, in situ, du responsable d'activité désigné à la direction du vélodrome.

Effectif maximal de personnes admises dans la salle : **83 personnes debout**

## ARTICLE 5 : SALLE DE BOXE

Les chaussures de villes sont interdites. Le port de chaussures de sport propres est obligatoire. Chaque utilisateur est tenu d'apporter une serviette pour l'utilisation des appareils.

La présence, in situ, du responsable d'activité est obligatoire. Les qualifications et diplômes en lien avec l'utilisation de la salle seront exigés. Il est strictement interdit de faire une séance de musculation seul.

Effectif maximal de personnes admises dans la salle : **19 personnes debout**

## ARTICLE 6 : SALLE DE REUNION (tribune GARNIER)

Il est interdit de préparer à manger ou pratiquer une activité sportive en son sein.

Effectif maximal de personnes admises dans la salle : **60 personnes debout**

## ARTICLE 7 : PARKINGS

Le stationnement de véhicules sur les parkings du site est réservé exclusivement aux utilisateurs du vélodrome, sauf dérogation de la part de la Métropole.

## ARTICLE 8 : BOXES DE RANGEMENT

Les boxes de rangement sont mis à disposition sur conventionnement, exclusivement pour le stockage de matériels qui ne présente aucun risque d'incendie.

## ARTICLE 9 : ECLAIRAGES

L'éclairage des salles et de la piste est assuré par un représentant de la Métropole TPM (ouverture et fermeture des projecteurs et éclairages divers).

## ARTICLE 10 : UTILISATION DU MATERIEL

Le montage et le rangement du matériel nécessaire à la pratique des activités physiques et sportives, fourni par la Métropole est assuré par le responsable de l'activité sportive effectuée, sous sa responsabilité et sur les lieux appropriés.

Le responsable de l'activité doit avoir pris connaissance, au préalable de sa première utilisation, des caractéristiques techniques et de sécurité de fonctionnement du matériel fourni.

Avant toute utilisation, il doit s'assurer du bon état de fonctionnement des équipements et matériels mis à disposition. En cas de dysfonctionnement, il doit avertir par écrit, le plus rapidement possible, la direction du vélodrome afin d'y remédier.

L'utilisation, l'entretien et le contrôle des équipements et matériels autorisés à être entreposés dans l'enceinte du vélodrome appartenant aux établissements scolaires, associations et tiers, s'effectuent sous leur responsabilité respective.

Les matériels et équipements utilisés pour l'activité programmée sont rangés après chaque usage et ne sont en aucun cas employés par les autres bénéficiaires de créneaux. Sauf si une convention de prêt à usage du matériel est signée.

Nul ne peut emprunter un matériel quelconque appartenant à la Métropole TPM sauf s'il a reçu l'autorisation écrite de cette dernière.

# TITRE V : RESPONSABILITES ET SANCTIONS

## ARTICLE 1 : ACCEPTATION DU REGLEMENT

Tous les utilisateurs devront respecter le présent règlement. Une copie de ce règlement sera remise par TPM à chaque utilisateur au moment de l'acceptation écrite de sa demande. Les utilisateurs doivent accepter sans réserve toutes les clauses prévues au règlement et s'engager à les respecter eux-mêmes et à les faire respecter par leurs adhérents. A cet effet, ils doivent obligatoirement retourner à TPM un exemplaire du présent règlement accepté et signé par les responsables dûment habilités.

Les responsables de groupes ou les professeurs chargés de l'encadrement des scolaires sont chargés de veiller au respect de ces règles au sein de leur groupe.

## ARTICLE 2 : DEGRADATIONS, PERTES ET VOLS

Le Vélodrome décline toute responsabilité à l'égard des pertes, vols et détériorations des biens appartenant aux utilisateurs lors de leur présence sur le site.

Toute dégradation, dommage, perte et vol des biens de l'équipement sportif constaté, engage la responsabilité de son auteur.

Si l'auteur n'est pas identifié, l'équipement sera définitivement interdit aux groupes. Afin de limiter les vols, les utilisateurs prendront soin de ne laisser aucun objet personnel sans surveillance.

La Métropole TPM décline toute responsabilité en cas de vol, détérioration ou dommage pouvant être subi sur les biens ou les personnes à l'intérieur de l'équipement sportif.

Les utilisateurs sont responsables des dommages causés aux installations et les frais de remise en état sont à leur charge.

Les personnes morales ou physiques utilisatrices sont responsables des accidents résultant de l'utilisation de l'installation à l'égard des pratiquants lors des entraînements. Cette responsabilité s'applique également aux dégâts matériels qui pourraient en résulter pour les installations et équipement métropolitains.

Les associations et clubs sportifs doivent être couverts par une assurance dont la police sera communiquée à la Métropole.

La pratique des différentes activités sur les équipements sportifs du Vélodrome impose de ne pas créer de nuisances ou gênes aux autres utilisateurs ainsi qu'aux riverains.

Le comportement des usagers ne doit en aucun cas choquer ou porter atteinte à la sécurité des groupes, à la salubrité du site, à sa tranquillité et aux bonnes mœurs.

Les équipements et matériels doivent être utilisés selon la destination pour laquelle ils ont été conçus dans le respect des règles en vigueur.

Les publics mineurs ne doivent pas rester sans encadrement ou surveillance (parents, animateurs...). Les responsables majeurs doivent assurer la sécurité des mineurs dont ils ont la charge et veiller à ce que ceux-ci ne dégradent pas les installations, le matériel et les espaces naturels mis à leur disposition.

### ARTICLE 3 : RESPONSABILITE

Métropole Toulon Provence Méditerranée est dégagée de toute responsabilité pour les accidents corporels pouvant résulter d'une utilisation des installations non conforme à la réglementation en vigueur.

Les utilisateurs devront s'assurer auprès de leur fédération pour les éventuels dommages occasionnés par la pratique de leur activité.

### ARTICLE 4 : SANCTIONS

En cas de manquement constaté dans l'application de ce règlement ou usage anormal des installations pourra entraîner l'exclusion temporaire ou définitive du ou des contrevenants, le cas échéant sans préavis.

Je soussigné(e) : \_\_\_\_\_

Président(e) de l'association : \_\_\_\_\_

Certifie avoir pris connaissance du présent règlement intérieur et veiller à la bonne application de celui-ci par les adhérents de notre association.

Fait à Toulon, le \_\_\_\_\_  
Signature :